



Le journal des

Marchés Publics

Public Contracts Journal



Bulletin d'Annonces des Marchés Publics / Public Contracts Bulletin - Directeur de Publication Joseph NGO

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL

ARMP
Agence de Régulation
des Marchés Publics

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland
PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

SECRETARIAT GENERAL

AGENCE DE REGULATION DES MARCHÉS PUBLICS
PUBLIC CONTRACTS REGULATORY AGENCY

CERTIFICAT DE NON-EXCLUSION DES MARCHÉS PUBLICS
CERTIFICATE OF NON-EXCLUSION FROM PUBLIC CONTRACTS

010703

I- Informations sur l'Appel d'Offres (AO) / Information on Tender
N° de l'AO / Tender No. : B18/DC/CIPM/ARMP du 09/07/2016
MO ou MOD / CA or DCA : ARMP
Objet / Subject : RELOOKAGE DE LA PLATEFORME DU SITE WEB

II- Quittance / Receipt
N° / No. : 16092369
Date et lieu : 09/06/2016
Date and place

Je soussigné, le Directeur Général de l'Agence de Régulation des Marchés Publics, certifie que la base des informations disponibles à l'ARMP ce jour :
I, the undersigned Genral Manager of the Public Contracts Agency based on the informations available at the PCRA on this day, hereby certify that:

L'Entreprise GRAPHIQUE DESIGN S.A
The Company

Adresse, Téléphone et Fax NORD BP:845
Adress, Phone and Fax

N° Contribuable P587912365478T N° Registre de Commerce RCSGG4125
Taxation Reference No. Commercial Registration No.

Ne figure pas sur la liste des entreprises exclus des marchés publics / Does not figure on list of Companies excluded from the public Contracts

Fait à Maroua, le 09/06/2016
Done at

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
THE GENERAL MANAGER

010703014654801135611

B.P : 6604 Yaoundé Adresse de vérification: www.pridesoft.arp.cm/cne SMS: 695539718 Site web: www.arp.cm

**Le CNE
ELECTRONIQUE**
est désormais disponible !
(e-CNE)

Accès Facile
Sécurisé

DANS CE NUMERO :

- Formulaire de demande de CNE
- Formulaire d'abonnement au Journal

EDUCATION

02

SANTE PUBLIQUE

01

GOVERNANCE PUBLIQUE

02

BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS

08

ECONOMIE

02

INFRASTRUCTURE

04

ADMINISTRATION

06

N° 1245

9 Février 2017

9 February 2017

17H22/5:22 PM

B.P: 6604 Yaoundé - Cameroun
Fax : 222 206 043 / 222 203 326
Tél : 222 201 803 / 222 200 008 / 222 200 009

E-mail : infos@arp.cm
Internet : www.arp.cm

à Timbrer

PUBLICITÉ

Service e-JDM

JDM Electronique



Abonnez vous à ce Service et recevez au quotidien, dans votre boîte mail, un JDM personnalisé.

Service e-CNE

CNE Electronique



Abonnez vous à ce Service et obtenez votre CNE en ligne par paiement Mobile Money.

Prestataire

Raison Sociale(*) :

N° Carte Contribuable(*) :

N ° Registre de Commerce(*) :

Statut Juridique(*) : ETS SARL SA

Type Entreprise(*) : TPE PE PME PMI GE

Capital (chiffres en FCFA):

Localisation

Pays : Ville :

Adresse(**) : B.P. :

Tél.(*) : Fax :

E-mail(*) :

Site web :

Information sur la Commande Publique

Type Procédure(*) : AOIO AOIR AONO AONR BC DC DP AMI/ASMI GG

Exercice(*) :

Référence(*) :

Maître d'Ouvrage(*) : Autorité Contractante :

Objet(*) :

.....

Montant(en chiffres)(*) :

Date Signature(*) :

Information sur le Paiement

Etablissement Bancaire(*) : Express Union (N° 91190008943026) CC EC-SA (N° 100-017265-314-30) BICEC (N° 97568660005/16)

Banque Atlantique (N° 9510173000510) SCB-CAMEROUN (N° 9000019311691) Paierie Générale

N° Reçu Versement/Virement(*) :

Date de Versement(*) :

Documents Joint à la Demande

Original Reçu Versement/Virement(*) : Oui Non | Copie Carte Contribuable : Oui Non

Copie de la Commande Publique (BCA, AAO)(*) : Oui Non | Copie Registre de Commerce : Oui Non

(*) Champs à remplir obligatoirement.

(**) quartier, rue, etc....



SOMMAIRE

RESUME DES CONSULTATIONS

1

Reference [001/AONO/MINRESI/CPM/2017 DU 24/01/2017](#) [Lire](#)

Titre/objet AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°001/AONO/MINRESI/CPM/2017 DU 24 JANVIER 2017 POUR LES TRAVAUX DE REHABILITATION DES BATIMENTS DU MINRESI

Nature de prestation Bâtiments et Equipements Collectifs

Date de cloture 28-02-2017

2

Reference [002/AONO/MINRESI/CMPM/2017 DU 24/01/2017](#) [Lire](#)

Titre/objet AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°002/AONO/MINRESI/CMPM/2017 DU 24 JANVIER 2017 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA BARRIERE DE SECURISATION DU SITE DU MINRESI AU LIEU DIT NOUVEAU CENTRE ADMINISTRATIF.

Nature de prestation Approvisionnements Généraux

Date de cloture 28-02-2017

3

Reference [002/AC/C/MGAM/CIPM/SPM/AG/2017](#) [Lire](#)

Titre/objet AVIS DE CONSULTATION N° 002/AC/C/MGAM/CIPM/SPM/AG/2017 DU 27/01/2017POUR L'ACQUISITION DE L'ÉNERGIE SOLAIRE AU CSI DE MATOUFA

Nature de prestation Approvisionnements Généraux

Date de cloture 17-02-2017

4

Reference [002/ONIT/MPC/FNRD/LCDD/DTB/2017](#) [Lire](#)

Titre/objet OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDERN" 002/ONIT/MPC/FNRD/LCDD/DTB/2017 OF THE 2510112017,FOR THE BUILDING OF ONE BLOCK OF TWO (02) CLASSROOMS AT THE GOVERNMENT PRIMARYSCHOOL BLANGOUA IN THE TOWNSHIP OF BLANGOUA, LOGONEAND CHARI DIVISION.

Nature de prestation Bâtiments et Equipements Collectifs

Date de cloture 02-03-2017

5

Reference [001/AONO/CAN2/CIPM/2017](#) [Lire](#)

Titre/objet APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°001/AONO/CAN2/CIPM/2017 DU 08/02/2017 DANS LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE NKONGSAMBA 2ÈME (ROUTE MINADER-MARCHE BONANGO-H-CHEFFERIE BONANGO-H-AVEC BRETELLE EGLISE DE L'ESPERANCE ET ROUTE SAPEURS), ARRONDISSEMENT DU NKONGSAMBA 2ÈME, DÉPARTEMENT DU MOUNGO, REGION DU LITTORAL. (EN PROCÉDURE D'URGENCE)

Nature de prestation Routes et Infrastructures Routières

Date de cloture 01-03-2017

6

Reference [N° 01/17/DCO/SDCC/CIPM](#) [Lire](#)

Titre/objet AVIS DE DEMANDE DE COTATION N° 01/17/DCO/SDCC/CIPM POUR LA FOURNITUREDE 4 000 000 DE BOUCHONS EN POLYETHYLENE A LA SODECOTON.

Nature de prestation Approvisionnements Généraux

Date de cloture 24-02-2017



RESUME DES CONSULTATIONS

7

Reference [N°02/17/AOIO/SDCC/CIPM](#) [Lire](#)

Titre/objet AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°02/17/AOIO/SDCC/CIPM PORTANT SUR LA FOURNITURE D'UN LOT DE 4 000 000 DE PREFORMES EN PET 26 GRAMMES COL 21/29 A LA SODECOTON

Nature de prestation Approvisionnements Généraux

Date de cloture 16-03-2017

8

Reference [N°29A PAR VOIE DE GRE A GRE 29A](#) [Lire](#)

Titre/objet AVIS DE CONSULTATION POUR UNE PROCEDURE PAR VOIE DE GRE A GRE 29 A POUR LE RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ETUDE CHARGE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE A LA REALISATION DE L'ETUDE SUR LA MISE EN PLACE DU DISPOSITIF DE FACILITATION D'ACCES AUX SERVICES NON FINANCIERS (PHASE II)

Nature de prestation Autres Infrastructures

Date de cloture 09-02-2017

9

Reference [003/AONO/MINRESI/CMPM/2017](#) [Lire](#)

Titre/objet AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°003/AONO/MINRESI/CMPM/2017 DU 07 FEVRIER 2017 POUR LA REHABILITATION DU RESEAU INFORMATIQUE ET LA CONSTRUCTION DE LA DORSALE EN FIBRE OPTIQUE AU CENTRE NATIONAL D'EDUCATION (CNE)

Nature de prestation Autres Infrastructures

Date de cloture 14-03-2017

10

Reference [002 /AONO/MINMAP/DRMAP/DDMAP-KK/CDPM-AI/2017](#) [Lire](#)

Titre/objet AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 002 /AONO/MINMAP/DRMAP/DDMAP-KK/CDPM-AI/2017 DU 23 JANVIER 2017 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU RESEAU ELECTRIQUE MT/BT TRIPHASE DU LYCEE TECHNIQUE DE DJEBEM, DANS L'ARRONDISSEMENT DE DJEBEM; DEPARTEMENT DU KOUNG-KHI. FINANCEMENT ; BIP 2017- MINESEC

Nature de prestation Autres Infrastructures

Date de cloture 22-02-2017

11

Reference [001/AONO/ONCC/CIPM/2017](#) [Lire](#)

Titre/objet AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 001/AONO/ONCC/CIPM/2017 DU 07 FEVRIER 2017 POUR LA FOURNITURE DES VEHICULES A L'OFFICE NATIONAL DU CACAO ET DU CAFE (ONCC) FINANCEMENT : BUDGET DE L'ONCC DE L'EXERCICE 2017 — LIGNE N° 222 001

Nature de prestation Approvisionnements Généraux

Date de cloture 14-03-2017

12

Reference [004/AONO/MINRESI/CMPM/2017](#) [Lire](#)

Titre/objet AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°004/AONO/MINRESI/CMPM/2017 DU 07 FEVRIER 2017 POUR LES TRAVAUX DE RACCORDEMENT ELECTRIQUE DU LOCAL TRANSFORMATEUR ENEO AUX BATIMENTS DU MINRESI.

Nature de prestation Approvisionnements Généraux

Date de cloture 14-03-2017



RESUME DES CONSULTATIONS

13

Reference [N°004/AONO/DRMAP-CE/DDMAP-NK/CDPM/17](#) [Lire](#)

Titre/objet AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°004/AONO/DRMAP-CE/DDMAP-NK/CDPM/17 DU 10 FEVRIER 2017 POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES MAGASINS DE STOCKAGE A MANGUENDA II ET A LA SOCAPAC, ARRONDISSEMENT DE BOT-MAKAK, DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, EN PROCEDURE D'URGENCE. FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP), EXERCICE 2017 LE DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL DES MARCHÉS PUBLICS DU NYONG ET KELLÉ, AUTORITÉ CONTRACTANTE, LANCE POUR LE COMPTE DU MAIRE DE LA COMMUNE DE BOT MAKAK UN APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT POUR LA RÉALISATION DES OPÉRATIONS SUS-INDIQUÉES.

Nature de prestation Bâtiments et Equipements Collectifs

Date de cloture 02-03-2017

14

Reference [0002/AONO/ANRP/CIPM/2017](#) [Lire](#)

Titre/objet AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°0002/AONO/ANRP/CIPM/2017 DU 07 FEVRIER 2017, POUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DU MOBILIER DE BUREAU A L'AGENCE NATIONALE DE RADIOPROTECTIONEN PROCÉDURE D'URGENCE

Nature de prestation Approvisionnements Généraux

Date de cloture 06-03-2017

15

Reference [N°002/AONO/PR/MINMAP/SG/DRMAP-SU/SMI/CRPM/17](#) [Lire](#)

Titre/objet AVIS D'APPEL D'OFFRES N°002/AONO/PR/MINMAP/SG/DRMAP-SU/SMI/CRPM/17 DU 01 FEVRIER 2017 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE ADDUCTION D'EAU POTABLE A SO'O SI, COMMUNE DE BENGBIS, DEPARTEMENT DU DJA ET LOBO.

Nature de prestation Bâtiments et Equipements Collectifs

Date de cloture 27-02-2017

16

Reference [0001/AONO/ANRP/CIPM/2017](#) [Lire](#)

Titre/objet AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°0001/AONO/ANRP/CIPM/2017 DU 07 FEVRIER 2017, POUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DU MATERIEL INFORMATIQUE A L'AGENCE NATIONALE DE RADIOPROTECTIONEN PROCÉDURE D'URGENCE

Nature de prestation Approvisionnements Généraux

Date de cloture 03-03-2017

17

Reference [N°005/AONO/DRMAP-CE/DDMAP-NK/CDPM/17](#) [Lire](#)

Titre/objet AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°005/AONO/DRMAP-CE/DDMAP-NK/CDPM/17 DU 15 FEVRIER 2017 POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'INSPECTION D'ARRONDISSEMENT DE L'EDUCATION DE BASE DE MAKAK, DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, EN PROCEDURE D'URGENCE FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP), EXERCICE 2017 LE DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL DES MARCHÉS PUBLICS DU NYONG ET KELLÉ, AUTORITÉ CONTRACTANTE, LANCE POUR LE COMPTE DU DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL DE L'EDUCATION DE BASE UN APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT POUR LA RÉALISATION DES OPÉRATIONS SUS-INDIQUÉES.

Nature de prestation Bâtiments et Equipements Collectifs

Date de cloture 02-03-2017

RESUME DES CONSULTATIONS

18	Reference	N°004/ONIT/DRMAP-CE/DDMAP-NK/DTB/17 Lire
	Titre/objet	TENDER NOTICE N°004/ONIT/DRMAP-CE/DDMAP-NK/DTB/17, OF 10TH FEBRUARY 2017 FOR THE CONSTRUCTION OF A WAREHOUSE IN MANGUENDA II AND AT SOCOPAC, IN BOT-MAKAK SUB-DIVISION, NYONG AND KELLE DIVISION, PROCEDURE OF URGENCY. FINANCING: PUBLIC INVESTMENT BUDGET (PIB) - EXERCISE 2017 THE DIVISIONAL DELEGATE OF PUBLICS CONTRACTS NYONG AND KELLÉ, CONTRACTING AUTHORITY, LAUNCHES FOR THE MAYOR OF BOT-MAKAK COUNCIL, AN OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER FOR THE REALIZATION OF THE OPERATIONS INDICATED BELOW.
	Nature de prestation	Bâtiments et Equipements Collectifs
	Date de cloture	02-03-2017

19	Reference	001/DC/ONCC/CPM/2017 Lire
	Titre/objet	AVIS DE CONSULTATION N° 001/DC/ONCC/CPM/2017 DU 07 FEVRIER 2017 POUR LA FOURNITURE A L'OFFICE NATIONAL DU CACAO ET DU CAFE (ONCC) DU NECESSAIRE POUR LA CEREMONIE DE LANCEMENT DE LA CAMPAGNE CAFEIERE 2016/2017 (EN PROCEDURE D'URGENCE) FINANCEMENT : BUDGET DE L'OFFICE —EXERCICE 2017
	Nature de prestation	Approvisionnements Généraux
	Date de cloture	28-02-2017

20	Reference	N° 001 /AC/PR/NIINMAP/SG/DR-S/DDDL/SPM-AG/2017 Lire
	Titre/objet	AVIS DE CONSULTATION N° 001 /AC/PR/NIINMAP/SG/DR-S/DDDL/SPM-AG/2017 DU 03/02/2017 RELATIF A L'EXTENSION DU RESEAU INTRANET DE LA DELEGATION DEPARTEMENTALE MINEFOP DJA ET LOBO, REGION DU SUD
	Nature de prestation	Autres Infrastructures
	Date de cloture	06-03-2017

21	Reference	N°00346 /ASMI/MINHDU/2017 DU 06 FEVRIER 2017 Lire
	Titre/objet	AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N°00346 /ASMI/MINHDU/2017 DU 06 FEVRIER 2017 POUR LE RECRUTEMENT DES BET POUR LES ETUDES TECHNIQUES, LE CONTROLE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE REHABILITATION OU DE CONSTRUCTION DES VOIRIES EN TERRE OU REVETUES DANS CERTAINES VILLES DU CAMEROUN.
	Nature de prestation	Bâtiments et Equipements Collectifs
	Date de cloture	27-02-2017

22	Reference	N°00343/ASMI/MINHDU/2017 DU 06 FEVRIER 2017 Lire
	Titre/objet	AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTÉRÊT N°00343/ASMI/MINHDU/2017 DU 06 FEVRIER 2017 POUR L'ELABORATION D'UN GUIDE DE L'AUTO-CONSTRUCTION AU TITRE DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2017 ET SUIVANT.
	Nature de prestation	Bâtiments et Equipements Collectifs
	Date de cloture	27-02-2017

23	Reference	N°00345/ASMI/MINHDU/2017 DU 06 FEVRIER 2017 Lire
	Titre/objet	AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTÉRÊT N°00345/ASMI/MINHDU/2017 DU 06 FEVRIER 2017 POUR L'ELABORATION DES ETUDES ARCHITECTURALES ET TECHNIQUES EN VUE DE LA CONSTRUCTION DES LOGEMENTS SOCIAUX AU CAMEROUN AU TITRE DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2017 ET SUIVANT.
	Nature de prestation	Bâtiments et Equipements Collectifs
	Date de cloture	27-02-2017

RESUME DES CONSULTATIONS

24	Reference	N°00344/ASMI/MINHDU/2017 DU 06 FEVRIER 2017 Lire
	Titre/objet	AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTÉRÊT NATIONAL N°00344/ASMI/MINHDU/2017 DU 06 FEVRIER 2017 POUR L'ELABORATION DES TEXTES COMPLEMENTAIRES EN MATIERE D'HABITAT SOCIAL.AU TITRE DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2017.
	Nature de prestation	Bâtiments et Equipements Collectifs
	Date de cloture	27-02-2017

25	Reference	N°005/17/AAMI/MINESEC / SG / DPPC / UG-PEST / U05 Lire
	Titre/objet	CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST N°005/17/AAMI/MINESEC / SG / DPPC / UG-PEST / U05 OF 07TH FEBRUARY 2017 FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTANT (FIRM) TO DEVELOP SOME TRAINING CURRICULA ACCORDING TO THE COMPETENCY BASE APPROACH OF INDUSTRIAL EDUCATION. FINANCING METHOD: LOAN, FINANCING AGREEMENT OF 13 APRIL 2013
	Nature de prestation	Autres Infrastructures
	Date de cloture	16-03-2017

26	Reference	002/C/MINRESI/BOO/GOO/G30/G32 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE N°002/C/MINRESI/BOO/GOO/G30/G32 DU 06 FEVRIER 2017PORTANT PUBLICATION DES RÉSULTATS DE L'AVIS DE CONSULTATION POUR LA DEMANDE DE COTATION N°001/DC/MINRESI/CMPM/17 DU 12 DÉCEMBRE 2017.
	Nature de prestation	N/A
	Date de cloture	N/A

27	Reference	003/C/MINRESI/BOO/GOO/G30/G32 Lire
	Titre/objet	COMMUNIQUE N°003/C/MINRESI/BOO/GOO/G30/G32 DU 06 FEVRIER 2017PORTANT PUBLICATION DES RÉSULTATS DE L'AVIS DE CONSULTATION POUR LA DEMANDE DE COTATION N°002/DC/MINRESI/CMPM/17 DU 12 DÉCEMBRE 2017.
	Nature de prestation	N/A
	Date de cloture	N/A



MINISTÈRE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°001/AONO/MINRESI/CPM/2017 DU 24 JANVIER 2017
POUR LES TRAVAUX DE REHABILITATION DES BATIMENTS DU MINRESI**

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP)
IMPUTATION
51 19 259 06340010 2228

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre de l'exécution de son budget d'investissement public, le Ministre de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI) lance un Appel d'Offres National Ouvert pour les travaux de réhabilitation des bâtiments du MINRESI.

2. Consistance des prestations

Les travaux comprennent notamment :

- Peinture de la barrière et de la guérite;
- Réhabilitation du bâtiment principal;
- Peinture du bâtiment ex- SDPSP;
- Peinture du centre multimédia et du restaurant;
- Réhabilitation du bâtiment annexe N°1.

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel des travaux est de **quatre vingt six millions deux cent dix sept mille (86 217 000) FCFA.**

4. Allotissement

Les travaux objet du présent marché sont constitués d'un lot unique.

5. Participation et origine

La participation est ouverte à égalité de conditions aux Sociétés et Entreprises de droits Camerounais, ayant une expérience avérée dans le domaine des Bâtiments et des Travaux Publics.

6. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du MINRESI de l'exercice 2017, sur la ligne d'imputation budgétaire **51 19 259 06 340010 2228.**

7. Consultation du Dossier

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables au MINRESI, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, BP 1457, téléphone 222 23 24 42, dès publication du présent avis.

8. Acquisition du Dossier

Le dossier peut être obtenu au MINRESI, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, BP 1457, téléphone 222 23 24 42, dès publication du présent avis, contre présentation d'un reçu de versement d'une somme non remboursable de **cent mille (100 000) francs CFA**, payable au Trésor Public.

9. Remises des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont l'original et six (06) copies marquées comme tels, devra parvenir au Service des Marchés Publics du MINRESI, au plus tard **le 28 FEVRIER 2017 à 13 heures** et devra porter la mention :

*« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°001/AONO/MINRESI/CMPM/2017 24 JANVIER 2017 POUR
LES TRAVAUX DE REHABILITATION DES BATIMENTS DU MINRESI ».
« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».*

10. Delai de Livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux objet du présent appel d'offres est de trois (03) mois.

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission d'un montant de **un million cinq cent mille (1 500 000) FCFA**, établie par un organisme financier agréé par le Ministère en charge des Finances et dont la liste figure dans la pièce 11 du DAO et valable pendant soixante (60) jours au-delà de la date limite de validité des offres.

12. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Préfet, Sous-préfet,...), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles doivent dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable, notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme financier agréé par le Ministère chargé des Finances.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un temps.

L'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et financières aura lieu **le 28 FEVRIER 2017 à 14 heures** par la Commission de Passation des Marchés du Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation dans la salle de réunion sise au bâtiment principal du MINRESI.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

14. Critères d'évaluation

1- Critères éliminatoires

- a) Absence de caution de soumission ;
- b) Dossier administratif incomplet ou pièces non conformes, pièces falsifiées ou fausses déclarations;
- c) Omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié ;
- d) Absence d'un sous détail de prix ;
- e) N'avoir pas rempli au moins 80% des critères essentiels, soit **59 critères sur 74** à l'issue de la notation des critères techniques essentiels.

2- Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur la base des 74 critères (notation binaire (OUI/NON) essentiels ci-dessous :

- a. Présentation de l'offre sur 02 critères ;
- b. Références de l'entreprise sur 08 critères ;
- c. Organisation et méthodologie sur 08 critères.
- d. Le personnel de l'entreprise sur 37 critères ;
- e. Le matériel de chantier à mobiliser sur 16 critères ;
- f. Preuves d'acceptation du marché 02 critères ;
- g. Absence d'une preuve de capacité de financement supérieure ou égale à **trente millions (30 000 000) FCFA** 01 critères.

15. Attribution

L'Autorité Contractante attribuera la lettre-commande au soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la moins-disante et jugée substantiellement conforme au Dossier d'Appel d'Offres.

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de soixante (60) jours à compter de la date de remise de ces dernières.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics du MINRESI, BP 1457, téléphone 222 23 24 42.

YAOUNDE le 24 Janvier 2017

Le *MINISTRE*

TCHUINTE Madeleine

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°002/AONO/MINRESI/CMPM/2017 DU 24 JANVIER 2017
POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA BARRIÈRE DE SECURISATION DU SITE DU MINRESI
AU LIEU DIT NOUVEAU CENTRE ADMINISTRATIF.**

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP)
IMPUTATION
51 19 260 01340010 2202

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre de l'exécution de son Budget d'Investissement Public, le Ministre de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (**MINRESI**) lance un Appel d'Offres National Ouvert pour les travaux de construction d'une barrière de sécurisation de son site situé au lieu-dit nouveau Centre Administratif dans l'arrondissement de Yaoundé 1^{er}.

2. Consistance des prestations

Les travaux comprennent notamment :

- Travaux préparatoires et installation du chantier;
- Travaux de fondations ;
- Travaux de maçonnerie en élévation ;
- Travaux d'Electricité ;
- Travaux de menuiserie métallique ;
- Travaux de Peinture.

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération est d'un montant de **soixante trois millions neuf cent cinquante cinq mille (63 955 000) Francs CFA.**

4. Allotissement

Les travaux objet du présent marché sont constitués d'un lot unique.

5. Participation et origine

La participation est ouverte à égalité de conditions aux Sociétés et Entreprises de droits Camerounais, ayant une expérience avérée dans le domaine de la construction des Bâtiments et des Travaux Publics.

6. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du MINRESI de l'exercice 2017, sur la ligne d'imputation budgétaire **51 19 260 01 340010 2202.**

7. Consultation du Dossier

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables au MINRESI, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, BP 1457, téléphone 222 23 24 42, dès publication du présent avis.

8. Acquisition du Dossier

Le dossier peut être obtenu au MINRESI, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, BP 1457, téléphone 222 23 24 42, dès publication du présent avis, contre présentation d'un reçu de versement d'une somme non remboursable de **cent mille (100 000) francs CFA**, payable au Trésor Public.

9. Remises des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont l'original et six (06) copies marquées comme tels, ainsi que la version électronique de l'offre financière, devra parvenir au Service des Marchés Publics du MINRESI, au plus tard **le 28 FEVRIER 2017 à 13 heures** et devra porter la mention :

*« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°002/AONO/MINRESI/CMPM/2017 DU 24 JANVIER 2017
POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE BARRIERE DE SECURISATION DU SITE DU MINRESI AU
LIEU-DIT NOUVEAU CENTRE ADMINISTRATIF
« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».*

10. Delai de Livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux objet du présent appel d'offres est de **trois (03) mois**.

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par un organisme financier agréée par le Ministère en charge des Finances et dont la liste figure dans la pièce 11 du DAO d'un montant de **un million (1 000 000) FCFA** valable pendant soixante (60) jours au-delà de la date limite de validité des offres.

12. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles doivent dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable, notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme financier agréée par le Ministère chargé des Finances.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un temps.

L'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et financières aura lieu **le 28 FEVRIER 2017 à 14 heures** par la Commission de Passation des Marchés du Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation dans la salle de réunion sise au bâtiment principal du MINRESI.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

14. Critères d'évaluation

1- Critères éliminatoires

- a) Absence de caution de soumission ;
- b) Dossier administratif incomplet ou pièces non conformes, pièces falsifiées ou fausses déclarations;
- c) Omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié ;
- d) Absence d'un sous détail de prix ;
- e) N'avoir pas rempli au moins 80% des critères essentiels, soit **59 critères sur 74** à l'issue de la notation des critères techniques essentiels.

2- Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur la base des 74 critères (notation binaire (OUI/NON) essentiels ci-dessous :

- a. Présentation de l'offre sur 02 critères ;
- b. Références de l'entreprise sur 08 critères ;
- c. Organisation et méthodologie sur 08 critères.
- d. Le personnel de l'entreprise sur 37 critères ;
- e. Le matériel de chantier à mobiliser sur 16 critères ;
- f. Preuves d'acceptation du marché 02 critères ;
- g. Absence d'une preuve de capacité de financement supérieure ou égale à **vingt-cinq millions (25 000 000) FCFA** 01 critères.

15. Attribution

L'Autorité Contractante attribuera la lettre-commande au soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la moins-disante et jugée substantiellement conforme au Dossier d'Appel d'Offres.

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de soixante (60) jours à compter de la date de remise de ces dernières.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics du MINRESI, BP 1457, téléphone 222 23 24 42.

YAOUNDE le 24 Janvier 2017

Le *MINISTRE*

TCHUINTE Madeleine

COMMUNE DE MASSANGAM

AVIS DE CONSULTATION N° 002/AC/C/MGAM/CIPM/SPM/AG/2017 DU 27/01/2017 POUR L'ACQUISITION DE L'ÉNERGIE SOLAIRE AU CSI DE MATOUFA

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP)

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Maire de la Commune de Massangam lance pour le compte de la Commune de Massangam une consultation pour l'acquisition de l'énergie solaire au CSI de Matoufa. Cette consultation comprend :
L'acquisition de l'énergie solaire au CSI de Matoufa

2. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel TTC de l'opération à l'issue des études préalables est de quinze millions de francs (15 000 000 F) CFA.

3. Participation et origine

La présente consultation est ouverte à toutes les entreprises de droit Camerounais exerçant dans ce domaine d'activités.

4. Financement

Les prestations objet de la présente consultation sont financées par le Budget d'Investissement Public (BIP), Exercice 2017.

5. Consultation du Dossier

Le dossier de demande de cotation peut être consulté à la Commune de Massangam, au Service des Marchés.

6. Acquisition du Dossier

Le dossier de consultation peut être obtenu à la Commune de Massangam, au Service des Marchés contre présentation d'une quittance de versement d'une somme de trente mille (30 000) Francs CFA non remboursable, payable à la Recette Municipale de Massangam.

7. Remises des offres

Chaque offre, rédigée en Français ou en Anglais en sept (07) exemplaires dont l'original et six (06) copies marqués comme tels, devra parvenir au Service des Marchés de la Commune de Massangam contre récépissé au plus tard le 17/02/2017 à 10 h00, heure locale sous pli fermé. Au-delà de cette heure, aucune offre ni aucune modification en retrait ne sera acceptée. Toute offre devra porter la mention :

AVIS DE CONSULTATION

N° 001/AC/C/MGAM/CIPM/SPM/AG/2017 du 27/01/2017 pour l'acquisition de l'énergie solaire au CSI de Matoufa

« À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

8. Delai de Livraison

Le délai maximum de livraison prévu est de soixante (60) jours pour compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer.

9. Recevabilité des Offres

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission d'un montant de trois cent mille (300 000) FCFA, établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère des Finances et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.
La liste des banques agréées figure dans l'annexe du dossier de consultation.

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service compétent, conformément aux stipulations du Règlement de consultation. Elles devront obligatoirement être datées de moins de trois (03) mois.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et au Dossier de consultation sera déclarée irrecevable.

10. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un temps. L'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et financières aura lieu le 17/02/2017 à 11 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés de la Commune de Massangam siégeant dans la salle de conférences de ladite Commune.

11. Critères d'évaluation

Critères éliminatoires:

- a) Absence d'une pièce administrative ;
- b) Fausse déclaration ou pièce falsifiée,
- c) Absence d'un prix unitaire quantifié
- d) Non-respect des caractéristiques techniques de la fourniture

12. Attribution

L'Autorité Contractante attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre sera jugée conforme aux prescriptions du descriptif technique et qui présentera l'offre des prix la moins disante HTVA.

13. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant un délai de soixante (60) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

14. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Commune de Massangam (Service des Marchés) dès publication du présent avis.

MASSANGAM le 27 Janvier 2017

Le DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL

MFOPOU ABOUBAKAR

DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL DU MINMAP DU LOGONE & CHARI

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDERN° 002/ONIT/MPC/FNRD/LCDD/DTB/2017 OF THE
2510112017, FOR THE BUILDING OF ONE BLOCK OF TWO (02) CLASSROOMS AT THE GOVERNMENT
PRIMARYSCHOOL BLANGOUA IN THE TOWNSHIP OF BLANGOUA, LOGONEAND CHARI DIVISION.**

FINANCING
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP)
IMPUTATION
5115 197 01 641302 2811426

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Subject of the invitation to tender

Within the framework of the Public Investment Budget (PIB) for the year 2017, the Logone and Chari Divisional Delegate of Public Contracts, Contracting Authority, hereby launches, at the account of the Mayor of BLANGOUA, a national invitation to tender for the construction of one block of two (2) classrooms at the Government Primary School (GPS) BLANGOUA.

2. Nature of services

The Works, which shall be tendered for the construction of buildings to accommodate classrooms in primary schools, consists of:

- Preparatory Works;
- Banking;
- Foundations
- Masonry - Elévations ;
- Framework-Cover;
- Wooden and metallic carpentry ;
- Electricity;
- Depiction
- Ways and different networks.

3. Estimated cost

? Budgeted amount: 20500 000 (twenty millions five hundred thousand) Francs CFA.

4. allotment

N S

5. Participation and origin

Participation in this invitation to tender is open to companies specialised in public works located in Cameroon.

6. Financing

Works, which form the subject of this invitation to tender, shall be financed by PIB, 2017 financial year.

? Budget Head : 5115 197 01 641302 2811426 ;

7. Consultation of tender file

The file may be consulted and obtained from the LOGONE and CHARI Divisional Delegation of Public Contracts (Infrastructures Contracts Office) as soon as this notice is published, against the payment at the BLANGOUA Municipal Receipt, of a non-refundable sum of forty thousand (40 000) CFA francs.

8. Acquisition of tender file

The file may be consulted and obtained from the LOGONE and CHARI Divisional Délégation of Public Contracts (Infrastructures Contracts Office) as soon as this notice is published, against the payment at the BLANGOUA Municipal Receipt, of a non-refundable sum of forty thousand (40 000) CFA francs.

9. Submission of bids

Each offer drafted in English or French in 7 copies including the original and 6 copies marked as such, should reach the LOGONE and CHARI Divisional Délégation of Public Contracts (Infrastructures Contracts Office) not later than the 02/03/2017 at 1.00 pm. It should carry the inscription:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

N° 002/ONIT/MPC/FNRD/LCDD/DTB/2017 OF THE 25/01/2017,

FOR THE BUILDING OF ONE BLOCK OF TWO (02) CLASS ROOMS AT THE GOVERNMENT PRIMARY SCHOOL BLANGOUA IN THE TOWNSHIP OF BLANGOUA, LOGONE AND CHARI DIVISION.

*To be opened only during the bid-opening session^

10. Delivery deadline

The provisional delivery deadline provided for by the Contracting Authority shall be THREE (03) MONTHS, including the

possible constraints related to the site situation such as accessibility and climate conditions, from the date of notification

of service order to start works.

It is due to the bidder to propose in his offer a carrying out calendar that goes in the deadline indicated above.

11. Bid bond

The offers should be accompanied by a bid bond issued by a first-rate bank approved by the in-charge of finance of an amount of 2% of the predicted amount per lot, that is four hundred and ten thousand (410 000) CFA francs, valid for sixty (60) days from the day of opening of bids.

12. Admissibility of bids

Each bidder must include in his administrative documents, a bid bond issued by a first-rate bank approved by the Ministry in charge of finance of an amount of four hundred and ten thousand (410 000) CFA francs, valid for sixty (60) days from the day of opening of bids.

Under pain of being rejected, only originals or true copies certified by the issuing service or administrative authorities (senior Divisional Officers, Divisional officers...) of the administrative documents required, including the bid bond, must imperatively be produced in accordance with the Special Conditions of the Invitation to tender. They must be obligatory not be older than three months or must not be produced after the signing of the tender file.

Any offer not in conformity with the prescriptions of this notice and tender file shall be declared inadmissible.

Especially, the absence of a bid bond issued by a first-rate bank approved by the Ministry in charge of Finance or the non-respect of the models of the tender file documents shall lead to a pure and simple rejection of the offer without any appeal being entertained.

13. Opening of bids

The bids shall be opened in one (01) phase.

The opening of the administrative documents, the technical and financial offers shall take place on the 02/03/2017 at 2 PM local time by the LOGONE and CHARI Divisional Tenders Board located at the LOGONE and CHARI Divisional Délégation of Public Contracts Head Office.

Only bidders may attend or be duly represented by a person of their choice.

14. Evaluation criteria

A- Main eliminatory criteria

1- Administrative offer

- 1) Absence of an administrative document;
- 2) Counterfeit document;
- 3) Non conformity of a document after the 48 hours regular extension.

2- Technical offer

- 1) False déclaration or counterfeit document;
- 2) Having not executed the required number of projects;
- 3) Having not gather at least 80% of "Yes" in qualification criteria.

3- Financial Order

- 1) Nonconformity of the submission
- 2) Absence, in the unit price mémo, of the price of a quantified task.

N.B: The certified copies of the previously legalized documents will be systematically rejected.

B- Main qualification criteria

The criteria relations to the qualification of candidate are indicated as followed:

- 1) Access to a credit or other financial resources Yes/No;
- 2) Supplier's références Yes/No;
- 3) Expérience of supervisory staff Yes/No;
- 4) Availability of material and essential equipment Yes/No,
- 5) Technical proposal (including methodology and expenditure schedule) Yes/No.

Only bidders that technical offers have received at least 80% of "Yes" will have their financial offers analyzed.

15. Award

The contract will be attributed to the bidder whose:

1- Administrative offer will be declared conform; i*-

2- Technical offer will be declared conform and have gathered at least 80% of 'Yes' qualification criteria

3- Financial offer, after all corrections in conformity with the Particular Régulation of the invitation to tender, will be declared conform in relation to the Technical clauses of the invitation to tender, and classified the fewer proposition.

16. Validity of bids

Bidders will remain committed to their offers for sixty (60) days from the date set for the delivery of offers.

17. Complementary information

Complementary technical information may be obtained during working hours either from the LOUANE HARI Divisional Délégation of Public Contracts, Tel. 222 4140 48 / 67512 90 01, or from the Mayor of BLANGOUA (Tel. 696 27 4416 / 674 58 02 02).

KOUSSERI le 25 Janvier 2017

Le DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL

WANSO François

COMMUNE DE NKONGSAMBA 2e

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°001/AONO/CAN2/CIPM/2017 DU 08/02/2017 DANS LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE NKONGSAMBA 2ÈME (ROUTE MINADER-MARCHE BONANGO-H-CHEFFERIE BONANGO-AVEC BRETELLE EGLISE DE L'ESPERANCE ET ROUTE SAPEURS), ARRONDISSEMENT DU NKONGSAMBA 2ÈME, DÉPARTEMENT DU MOUNGO, REGION DU LITTORAL. (EN PROCÉDURE D'URGENCE)

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP)
IMPUTATION
51 36 641438 2811.

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'Investissement Public, exercice 2017, le Maire de la Commune de Nkongsamba 2^{ème}, Autorité Contractante, lance pour le compte de la Commune de Nkongsamba 2^{ème}, un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence, pour les **travaux d'entretien routier dans la Commune d'Arrondissement de Nkongsamba 2^{ème} (Route MINADER-Marché Bonangoh-Chefferie Bonangohavec bretelle Eglise de l'espérance et route sapeurs)**, Arrondissement de Nkongsamba 2^{ème}, Département du Moungo, Région du Littoral.

2. Consistance des prestations

Les travaux comprennent :

- LES TRAVAUX DE TERRASSEMENT ;
- LA CONSTRUCTION DES CANIVEAUX EN BETON ARME ,
- LA CONSTRUCTION DES DALETTES EN BETON ARME.

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **vingt sept millions (27 000 000) FCFA Toutes Taxes Comprises.**

4. Allotissement

Les travaux sont constitués en lot unique.

5. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux Entreprises de droit Camerounais justifiant de références avérées dans le domaine des bâtiments et travaux publics.

6. Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public, exercice 2017, imputation N°51 36 641438 2811.

7. Consultation du Dossier

Dès publication du présent avis, le dossier d'appel d'offres peut être consulté aux heures ouvrables au service économique et financier de la Commune d'Arrondissement de Nkongsamba 2^{ème}.

8. Acquisition du Dossier

Le dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu au secrétariat de la Commune de Nkongsamba 2^{ème}, dès publication du présent avis, contre une quittance de versement d'une somme non remboursable **Cinquante mille (50 000) francs CFA**, payable à la Recette Municipale de la Commune de Nkongsamba 2^{ème}.

9. Remises des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en **Sept (07) exemplaires** dont **un (01·) original** et **six (06) copies** marqués comme tels, devra parvenir au Secrétariat de la Commune de Nkongsamba 2^{ème}, au plus tard le **01 Mars 2017 à 11 HEURES** (heure limite) et devra porter la mention:

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 001/AONO/CAN2/CIPM/2017 du 08/02/2017

POUR LES TRAVAUX D'ENTRETIEN ROUTIER DANS LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE NKONGSAMBA 2^{ème} (ROUTE MINADER-MARCHE BONANGO-CHEFFERIE BONANGO-AVEC BRETELLE EGLISE DE L'ESPERANCE ET ROUTE SAPEURS) DANS L'ARRONDISSEMENT DU NKONGSAMBA 2^{ème}, DÉPARTEMENT DU MOUNGO, REGION DU LITTORAL. En procédure d'urgence

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

10. Delai de Livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux objet du présent appel d'offres est de **trois (03) mois**.

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO, d'un montant de **cinq cent quarante mille (540 000) Francs CFA**, valable pendant trente **jours (30) jours** au-delà de la date de validité des offres.

12. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises doivent être produites en originales ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles doivent être datées de moins de **trois (03) mois** précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances.

NB: les soumissionnaires sont tenus lors de la remise des offres d'y joindre le fichier numérique.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et financières aura lieu le **01 Mars 2017 à 12 HEURES** et se fera en un temps par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès de la Commune d'Arrondissement de Nkongsamba 2^{ème}.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

14. Critères d'évaluation

a) Critères éliminatoires

1. Absence d'une pièce du Dossier Administratif à l'ouverture des plis ;
2. Usage de faux documents ou de documents scannés ;
3. Omission d'un prix quantifié du devis estimatif ;
4. Absence d'une pièce de l'offre financière.
5. Ne pas Faire partie de la liste des Entreprises interdites de la commande Publique par le Ministère des Marchés Publics.

b) Critères essentiels

1. Situation financière ;
2. Expérience ;
3. Disponibilité du personnel et du matériel ;
4. Qualification du personnel d'encadrement

15. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant **90 jours** à compter de la date de dépôt de celles-ci.

16. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au service économique et financier de la commune de Nkongsamba 2^{ème}, dès publication du présent avis.

Corruption :

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 205 725 / 699 370 748.

NKONGSAMBA le 8 Février 2017

Le MAIRE

WANDJI Thomas

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU COTON

AVIS DE DEMANDE DE COTATION N° 01/17/DCO/SDCC/CIPM POUR LA FOURNITURE DE 4 000 000 DE BOUCHONS EN POLYETHYLENE A LA SODECOTON.

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA) , N/A

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Directeur Général de la SODECOTON lance une demande de cotation pour la fourniture de 4 000 000 de bouchons en polyéthylène.

2. Consistance des prestations

La fourniture objet du présent appel d'offres est constituée d'un lot de 4 000 000 de bouchons en Polyéthylène.

3. Cout Prévisionnel

Le budget prévisionnel est de **48 millions de FCFA TTC.**

4. Allotissement

Lot unique.

5. Participation et origine

La participation à cette consultation est ouverte à **toutes les entreprises compétentes en la matière.**

6. Financement

Le financement de cette opération est assuré par **le budget SODECOTON de l'exercice 2017.**

7. Consultation du Dossier

Le dossier y afférant peut être retiré dès publication du présent avis à la **Direction Générale de la SODECOTON à Garoua B.P. 302 Tél.222-27-10-80**, à la **Délégation de la SODECOTON à Yaoundé B.P.304Tél. 222-20-19-72** ou à la **Représentation de la SODECOTON à Douala B. P. 1699Tél. 233-42-46-03** contre versement en espèces d'une somme de **50 000 FCFA** non remboursable sur le **compte n°335 988 ouvert auprès des 12 agences BICEC ci-après au nom de "Compte Spécial CAS ARMP"** Il s'agit des agences de : Yaoundé Agence Centrale, Douala Bonanjo, Buéa, Ebolowa, Dschang, Ngaoundéré, Maroua, Limbé, Bafoussam, Bamenda, Garoua, et Bertoua. Le soumissionnaire devra s'y rendre muni d'une copie ou photocopie de l'avis d'appel d'offres.

8. Acquisition du Dossier

Le dossier y afférant peut être retiré dès publication du présent avis à la **Direction Générale de la SODECOTON à Garoua B.P. 302 Tél.222-27-10-80**, à la **Délégation de la SODECOTON à Yaoundé B.P.304Tél. 222-20-19-72** ou à la **Représentation de la SODECOTON à Douala B. P. 1699Tél. 233-42-46-03** contre versement en espèces d'une somme de **50 000 FCFA** non remboursable sur le **compte n°335 988 ouvert auprès des 12 agences BICEC ci-après au nom de "Compte Spécial CAS ARMP"** Il s'agit des agences de : Yaoundé Agence Centrale, Douala Bonanjo, Buéa, Ebolowa, Dschang, Ngaoundéré, Maroua, Limbé, Bafoussam, Bamenda, Garoua, et Bertoua. Le soumissionnaire devra s'y rendre muni d'une copie ou photocopie de l'avis d'appel d'offres.

9. Remises des offres

Lors du retrait du dossier, le soumissionnaire devra remettre une copie de son reçu de versement portant bien son nom, le nom du Maître d'Ouvrage et le numéro de la consultation. La soumission sera établie en **six exemplaires dont un original et cinq copies** marquées comme tel et parviendra **au plus tard le 24 février 2017 à 10 heures, au Secrétariat de la Direction Générale de la SODECOTON à Garoua**, sous enveloppe anonyme portant la mention :

«**Consultation n° 01/17/DCO/SDCC/CIPM pour la fourniture de 4 000 000 de bouchons en polyéthylène à la SODECOTON** ».

Les offres devront être chiffrées hors taxes sur la valeur ajoutée (HTVA) et toutes taxes comprises (TTC) et accompagnées du modèle de soumission signé.

10. Délai de Livraison

Les fournitures seront livrées en position rendu magasin transit **SODECOTON à Djamboutou IV**, selon le planning ci-après ;

***2 000 000 de bouchons dans un délai de 45 jours à compter de la date de la notification de l'ordre de service de commencer les prestations; *2 000 000 de bouchons dans un délai de 75 jours à compter de la date de la notification de l'ordre de service de commencer les prestations.**

11. Cautionnement Provisoire

N/A.

12. Recevabilité des Offres

Lors du retrait du dossier, le soumissionnaire devra remettre une copie de son reçu de versement portant bien son nom, le nom du Maître d'Ouvrage et le numéro de la consultation. La soumission sera établie en **six exemplaires dont un original et cinq copies** marquées comme tel et parviendra **au plus tard le 24 février 2017 à 10 heures, au Secrétariat de la Direction Générale de la SODECOTON à Garoua**, sous enveloppe anonyme portant la mention :

«**Consultation n° 01/17/DCO/SDCC/CIPM pour la fourniture de 4 000 000 de bouchons en polyéthylène à la SODECOTON** ».

Les offres devront être chiffrées hors taxes sur la valeur ajoutée (HTVA) et toutes taxes comprises (TTC) et accompagnées du modèle de soumission signé.

13. Ouverture des Plis

Les offres seront dépouillées le **24 février 2017 à partir de 11 heures à la Direction Générale de la SODECOTON.**

14. Critères d'évaluation

N/A.

15. Attribution

La commande sera attribuée au soumissionnaire **dont l'offre est conforme pour l'essentiel aux clauses du dossier de demande de cotation et qui est la moins-disante.**

16. Durée Validité des Offres

Il est précisé aux soumissionnaires qu'ils resteront engagés par leurs offres pendant une durée de **30 jours à compter de la date de remise des soumissions.**

17. Renseignements Complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser au **secrétariat de la Direction Générale de la SODECOTON** Tél. 222 271 080, Email : sodecoton@sodecoton.cm, à la **Délégation SODECOTON Yaoundé B.P. 304**, Tél/Fax. 222 201 972 et à la **Représentation SODECOTON de Douala B.P. 1699**, Tél.et Fax. 233 424 603.

GAROUA le 3 Février 2017

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

LE PAGE ALEXANDRE

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU COTON

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT EN PROCEDURE
D'URGENCE N°02/17/AOIO/SDCC/CIPM PORTANT SUR LA FOURNITURE D'UN LOT DE 4 000 000 DE
PREFORMES EN PET 26 GRAMMES COL 21/29 A LA SODECOTON**

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA) , N/A

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Directeur Général de la SODECOTON lance un Appel d'offres international ouvert pour la fourniture d'un lot de 4 000 000 de préformes en PET de 26 grammes, col 21/29.

2. Consistance des prestations

La fourniture objet du présent appel d'offres est constituée d'un lot de 4 000 000 de préformes en PET 26 grammes col 21/29.

3. Cout Prévisionnel

Le montant prévu pour cette acquisition est de **213 millions FCFA toutes taxes comprises.**

4. Allotissement

Lot unique.

5. Participation et origine

La participation à la présente consultation est ouverte à **toutes les sociétés compétentes en la matière.**

6. Financement

Le financement est assuré par le **budget SODECOTON de l'exercice 2017.**

7. Consultation du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté et retiré dès publication du présent avis à la **Direction Générale de la SODECOTON à Garoua B.P. 302 Tél. 222-27-10-80, E- mail: sodecoton@sodecoton.cm, fax : 222-27-20-68, à la Délégation de la SODECOTON à Yaoundé B.P. 304 Tél. 222-20-19-72 ou à la Représentation de la SODECOTON à Douala B.P. 1699 Tél. 233-42-46-03** contre versement en espèces d'une somme de **120 000 fcfa** non remboursable sur le compte n° **335 988 ouvert auprès des 12 agences BICEC ci-après au nom de " Compte Spécial CAS ARMP "**. (Il s'agit des agences de : Yaoundé Agence Centrale, Douala Bonanjo, Buéa, Ebolowa, Dschang, Ngaoundéré, Maroua, Limbé, Bafoussam, Bamenda, Garoua, et Bertoua. Le soumissionnaire devra s'y rendre muni d'une copie ou photocopie de l'avis d'appel d'offres.

Lors du retrait du dossier, le soumissionnaire devra remettre une copie de son reçu de versement portant bien son nom, le nom du Maître d'Ouvrage et le numéro de l'appel d'offres.

8. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté et retiré dès publication du présent avis à la **Direction Générale de la SODECOTON à Garoua B.P. 302 Tél. 222-27-10-80, E- mail: sodecoton@sodecoton.cm, fax : 222-27-20-68**, à la **Délégation de la SODECOTON à Yaoundé B.P. 304 Tél. 222-20-19-72** ou à la **Représentation de la SODECOTON à Douala B.P. 1699 Tél. 233-42-46-03** contre versement en espèces d'une somme de **120 000 fcfa** non remboursable sur le compte **n° 335 988 ouvert auprès des 12 agences BICEC ci-après au nom de " Compte Spécial CAS ARMP "**. (Il s'agit des agences de : Yaoundé Agence Centrale, Douala Bonanjo, Buéa, Ebolowa, Dschang, Ngaoundéré, Maroua, Limbé, Bafoussam, Bamenda, Garoua, et Bertoua. Le soumissionnaire devra s'y rendre muni d'une copie ou photocopie de l'avis d'appel d'offres. Lors du retrait du dossier, le soumissionnaire devra remettre une copie de son reçu de versement portant bien son nom, le nom du Maître d'Ouvrage et le numéro de l'appel d'offres.

9. Remises des offres

Les soumissions présentées sous forme reliée, rédigées en Français ou en Anglais, établies en **six exemplaires dont l'original et cinq copies** marqués comme tels devront parvenir au **plus tard le 16 mars 2017 à 10 heures, au Secrétariat de la Direction Générale de la SODECOTON à Garoua**. Les plis renfermant les soumissions seront contenus dans une enveloppe extérieure anonyme portant la mention :

**APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°02/17/AOIO/SDCC/CIPM
PORTANT SUR LA FOURNITURE D'UN LOT DE 4 000 000 DE PREFORMES EN PET DE 26 GRAMMES
COL 21/29 A LA SODECOTON.**

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

Toute offre non conforme aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

10. Délai de Livraison

La fourniture objet du présent appel d'offres devra être **livrée en position rendu magasin transit SODECOTON à Garoua IV** selon le planning ci-dessous :

- **2 000 000 dans un délai de 45 jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.**
- **2 000 000 dans un délai de 75 jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.**

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives une caution bancaire de soumission d'un montant de **4 260 000 FCFA** établie par une banque figurant sur la liste des établissements bancaires ou organismes financiers de premier rang agréés par le Ministre en Charge des Finances pour émettre les cautions dans le cadre des marchés publics. La liste de ces banques est jointe en annexe au présent DAO. Les banques étrangères qui délivreront des cautions de soumission dans le cadre de cet appel d'offres, devront avoir des correspondants dans le réseau des banques locales de premier ordre. **L'absence de l'exemplaire original de la caution de soumission ou l'insuffisance du montant de celle-ci entraînera le rejet pur et simple de l'offre lors du dépouillement sans aucun recours.**

12. Recevabilité des Offres

Les soumissions présentées sous forme reliée, rédigées en Français ou en Anglais, établies en **six exemplaires dont l'original et cinq copies** marqués comme tels devront parvenir au **plus tard le 16 mars 2017 à 10 heures, au Secrétariat de la Direction Générale de la SODECOTON à Garoua**. Les plis renfermant les soumissions seront contenus dans une enveloppe extérieure anonyme portant la mention :

**APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°02/17/AOIO/SDCC/CIPM
PORTANT SUR LA FOURNITURE D'UN LOT DE 4 000 000 DE PREFORMES EN PET DE 26 GRAMMES
COL 21/29 A LA SODECOTON.**

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

Toute offre non conforme aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis sera effectuée en **une seule phase par la Commission Interne de Passation des Marchés à la Direction Générale de la société à Garoua le 16 mars 2017 à 11 heures au plus tard, heure locale**. Seuls les soumissionnaires qui le désirent peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne dûment mandatée et ayant une parfaite connaissance du dossier. Un seul représentant par soumissionnaire sera admis en salle **à partir de 10 heures**.

14. Critères d'évaluation

Pour la comparaison définitive des offres, les critères ci-après seront pris en compte :

Critères éliminatoires:

- . Critère n° 1A : conformité des pièces du dossier administratif
- . Critère n° 2B : conformité des caractéristiques techniques de la fourniture sur la base de l'échantillon présenté.

Critères essentiels:

- . Critère n° 2A: références du fabricant comptant pour 40%. Production d'un certificat d'origine et d'une lettre d'engagement établis par le fabricant ;
- . Critère n° 2B: références du soumissionnaire comptant pour 30%. Justifier d'au moins une livraison de fournitures similaires au cours des cinq dernières années à la SODECOTON ou ailleurs ;
- . Critère n° 2C : délais de livraison comptant pour 30%. Respect des délais du DAO.

L'évaluation de ces critères se fera de manière purement positive (oui) ou négative (non). Toute réponse négative (non) lors de l'examen des critères éliminatoires entraîne la disqualification de l'offre. Quant aux critères essentiels, un minimum de 70% de réponses positives au total sera requis pour être retenu.

Référence prix:

Seules les offres de prix des soumissionnaires ayant présenté un dossier technique acceptable seront prises en compte pour la suite de l'analyse.

Pour la comparaison des offres, il sera considéré les coûts toutes taxes comprises en position rendu magasin huilerie Garoua.

15. Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre **est la moins-disante et ayant satisfait aux critères de qualifications**.

16. Durée Validité des Offres

Il est précisé aux soumissionnaires qu'ils resteront engagés par leurs offres pendant une durée de **trois mois** à compter de la date limite fixée pour la remise des soumissions.

17. Renseignements Complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser au **Secrétariat de la Direction Générale de la SODECOTON** Tél. 222 27 10 80, Email ; sodecoton@sodecoton.cm, à la Délégation SODECOTON Yaoundé B.P. 304, Tél/Fax. 222 20 19 72 et à la Représentation SODECOTON de Douala B.P. 1699, Tél.et Fax. 233 42 46 03.

GAROUA le 3 Février 2017

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

LE PAGE ALEXANDRE

AGENCE DE PROMOTION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

AVIS DE CONSULTATION POUR UNE PROCEDURE PAR VOIE DE GRE A GRE 29 A POUR LE RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ETUDE CHARGE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE A LA REALISATION DE L'ETUDE SUR LA MISE EN PLACE DU DISPOSITIF DE FACILITATION D'ACCES AUX SERVICES NON FINANCIERS (PHASE II)

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) , BIP DE L'APME
IMPUTATION
BIP EXERCICE 2017

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

La présente consultation a pour objet l'étude sur la mise en place du dispositif de facilitation d'accès aux services non financiers (phase II)

2. Consistance des prestations

Les prestations, objet de la présente consultation, seront conformes au CCTP du dossier de consultation

3. Cout Prévisionnel

Le tout prévisionnel se présente comme suit :

Désignation	Montant en FCFA TTC
L'ETUDE SUR LA MISE EN PLACE DU DISPOSITIF DE FACILITATION D'ACCES AUX SERVICES NON FINANCIERS (PHASE II)	25 000 000

4. Participation et origine

La présente consultation s'adresse à **AGRO PME INGENIERIE.**

5. Financement

Le financement y relatif est assuré par le Budget d'Investissement Public de l'exercice 2017, de l'APME.

6. Consultation du Dossier

Le présent dossier de consultation peut être consulté et retiré auprès de l'Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises (APME) sise à Tsinga, Boulevard du Sultan NJOYA, B.P 35 186 Yaoundé, Tél : 222 21 92 96.

7. Remises des offres

Les offres rédigées en français ou en anglais et en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devront être déposées à l'Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises (APME) sise à Tsinga, Boulevard du Sultan NJOYA, B.P : 35 186 Yaoundé, Tél : 222 21 92 96.

Elles seront présentées sous pli fermé et devront porter la mention :

*« DOSSIER DE CONSULTATION POUR UNE PROCEDURE PAR VOIE DE GRE A GRE 29 A POUR LE
RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ETUDE CHARGE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE A LA REALISATION DE
L'ETUDE SUR LA MISE EN PLACE DU DISPOSITIF DE FACILITATION D'ACCES AUX SERVICES NON FINANCIERS
(PHASE II)
A N'OUVRIER QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »*

8. Delai de Livraison

Le délai maximum d'exécution est fixé à trois (90) jours à compter de la notification de l'ordre de service de démarrer l'exécution des prestations.

9. Cautionnement Provisoire

SANS OBJET

10. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la consultation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis de consultation.

11. Ouverture des Plis

L'ouverture des offres se fera en un seul temps par la commission commise à l'effet.

12. Critères d'évaluation***. Critères éliminatoires :**

- Absence d'une pièce du dossier administratif ;
- Omission du prix unitaire dans le bordereau des prix ;

***. Critères essentiels :**

L'évaluation des offres techniques sera faite selon le système binaire (oui/non) sur la base des critères essentiels d'évaluation ci-dessous.

N°	PRINCIPAUX CRITERES D'EVALUATION
1	Présentation des offres
2	Organisation et Méthodologie
3	Planning des travaux et Délai

13. Attribution

Le Marché sera attribué au soumissionnaire suscité.

14. Durée Validité des Offres

Le soumissionnaire reste engagé par son offre pendant une période de quatre vingt dix (90) jours à compter de la date de remise de ces dernières.

15. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus à l'Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises (APME) sise à Tsinga, Boulevard du Sultan NJOYA, B.P : 35 186 Yaoundé, Tél : 222 21 92 96.

YAOUNDE le 2 Février 2017

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

BADGA JEAN MARIE LOUIS

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°003/AONO/MINRESI/CMPM/201 7 DU 07 FEVRIER 2017
POUR LA REHABILITATION DU RESEAU INFORMATIQUE ET LA CONSTRUCTION DE LA DORSALE EN
FIBRE OPTIQUE AU CENTRE NATIONAL D'EDUCATION (CNE)**

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA) , N/A
IMPUTATION
51 19 260 01 340010 2276.

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre de l'exécution de son Budget d'Investissement Public, le Ministre de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI) lance un Appel d'Offres National Ouvert pour les travaux de réhabilitation du réseau informatique et la construction de la dorsale en fibre optique au Centre National d'Education (CNE).

2. Consistance des prestations

Les travaux comprennent notamment :

- Etude, ingénierie;
- Fourniture du matériel;
- Travaux de réhabilitation du réseau informatique;
- Travaux de construction de la dorsale en fibre optique;
- Installation et paramétrage.

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération est d'un montant de dix huit millions neuf cent mille (18 900 000) Francs CFA.

4. Allotissement

Les travaux objet du présent marché sont constitués d'un lot.

5. Participation et origine

La participation est ouverte à égalité de conditions aux Sociétés et Entreprises de droits Camerounais, ayant une expérience avérée dans le domaine concerné.

6. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du MINRESI de l'exercice 2017, sur la ligne d'imputation budgétaire 51 19 260 01 340010 2276.

7. Consultation du Dossier

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables au MINRESI, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, BP 1457, téléphone 222 23 24 42, dès publication du présent avis.

8. Acquisition du Dossier

Le dossier peut être obtenu au MINRESI, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, BP 1457, téléphone 222 23 24 42, dès publication du présent avis, contre présentation d'un reçu de versement d'une somme non remboursable de vingt cinq (25 000) francs CFA, payable au Trésor Public.

9. Remises des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont l'original et six (06) copies marquées comme tels, ainsi que la version électronique de l'offre financière sur fichier Excel, devra parvenir au Service des Marchés Publics du MINRESI, au plus tard le **14 Mars 2017 à 13 heures** et devra porter la mention :

« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°003/AONO/MINRESI/CMPM/2017 DU 07 FEVRIER 2017 POUR LA REHABILITATION DU RESEAU INFORMATIQUE ET LA CONSTRUCTION DE LA DORSALE EN FIBRE OPTIQUE AU CENTRE NATIONAL D'EDUCATION (CNE)

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».

10. Delai de Livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux objet du présent appel d'offres est de deux (02) mois.

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par un organisme financier agréée par le Ministère en charge des Finances et dont la liste figure dans la pièce 11 du DAO d'un montant de trois cent mille (300 000) FCFA valable pendant soixante (60) jours au-delà de la date limite de validité des offres.

12. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles doivent dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable, notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme financier agréée par le Ministère chargé des Finances.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un temps.

L'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et financières aura lieu **le 14 Mars 2017 à 14 heures** par la Commission de Passation des Marchés du Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation dans la salle de réunion sise au bâtiment principal du MINRESI.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

14. Critères d'évaluation

14.1 Critères éliminatoires

- a) Absence de caution de soumission ;
- b) Dossier administratif incomplet ou pièces non conformes, pièces falsifiées ou fausses déclarations;
- c) Omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié ;
- d) Absence d'un sous détail de prix ;
- e) N'avoir pas rempli au moins 80% des critères essentiels, soit 45 critères sur 56 à l'issue de la notation des critères techniques essentiels.

14.2 Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur la base des 56 critères (notation binaire (OUI/NON) essentiels ci-dessous :

- Présentation de l'offre sur 02 critères ;
- Références de l'entreprise sur 06 critères ;
- Organisation et méthodologie sur 10 critères.
- Le personnel de l'entreprise sur 20 critères ;
- Le matériel de chantier à mobiliser sur 16 critères ;
- Preuves d'acceptation du marché 02 critères.

15. Attribution

L'Autorité Contractante attribuera la lettre-commande au soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la moins-disante et jugée substantiellement conforme au Dossier d'Appel d'Offres.

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de soixante (60) jours à compter de la date de remise de ces dernières.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics du MINRESI, BP 1457, téléphone 222 23 24 42.

YAOUNDE le 2 Février 2017

Le MINISTRE

TCHUINTE Madeleine

DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL DU MINMAP DU KOUNG-KHI

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 002 /AONO/MINMAP/DRMAP/DDMAP-KK/CDPM-AI/2017
DU 23 JANVIER 2017 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU RESEAU ELECTRIQUE MT/BT
TRIPHASE DU LYCEE TECHNIQUE DE DJEBEM, DANS L'ARRONDISSEMENT DE DJEBEM;
DEPARTEMENT DU KOUNG-KHI.FINANCEMENT ; BIP 2017- MINESEC**

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP)

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Délégué Départemental des Marchés Publics du Koung-Khi Autorité Contractante lance pour le compte de la Commune de Djebem. un Appel d'Offres National pour les travaux de construction du reseau électrique MT/BT triphasé du lycée technique de Djebem dans l'arrondissement de Djebem Département du Koung-khi.

2. Consistance des prestations

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres comprennent :

- renforcement MT TRIPHASE AERIENNE ;
- EQUIPEMENT POSTE MT H61 100 KVA TRIPHASE ;
- ALIMENTATION BT TRIPHASEE 3x50mm
- PRESTATIONS DIVERSES.

L'ensemble des travaux est réparti en Un (01) lot unique et son coût prévisionnel toutes taxes comprises prévu dans le présent Appel d'Offres National Ouvert est de Trente-trois millions deux cent mille (33 200 000) Francs CFA comme suit ;

N° LOT	DESIGNATION	MONTANT TTC
LOT UNIQUE	Construction du réseau électrique MT/BT triphasé du lycée technique de Djebem	33 200 000

3. Allotissement

Lot unique

4. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises de droit camerounais installées au Cameroun

5. Financement

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Publics (BIP) du Ministère des Enseignements Secondaires (MINESEC)
Exercice 2017, sur la ligne:.....

6. Consultation du Dossier

Dès publication du présent avis, le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables, auprès du Service de la Passation des Marchés de la Délégation Départementale des Marchés Publics du Koung-Khi à Bandjoun Tél ; 233 27 70 37 / 233 27 70 38 sis à l'immeuble abritant les services de la Camerounaise des Eaux (CDE) à Bandjoun."

7. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu auprès du Service de la Passation des Marchés de la Délégation Départementale des Marchés Publics du Koung-Khi sis à l'immeuble abritant les services de la Camerounaise des Eaux (CDE) à Bandjoun, dès publication du présent avis sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public de la somme de Soixante mille (60 000) francs CFA non remboursable au titre des frais d'achat de dossier.

8. Remises des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, devra être déposée sous plis fermé et contre récépissé dans les Services de l'Autorité Contractante, Service de la Passation des Marchés de la Délégation Départementale des Marchés Publics du Koung-Khi sis à l'immeuble abritant les services de la Camerounaise des Eaux (CDE) à Bandjoun, au plus tard le 22 février 2017 à 10 heures précises, heure locale et devra porter la mention ;

« Appel d'Offres National Ouvert N° 002/AONO/MINMAP/DR-OU/DD-KK/CDPM-AI/2017 du 23 janvier 2017 pour (es travaux de construction du réseau électrique MT/BT triphasé du Lycée Technique de Djebcm dans l'Arrondissement de Djebem, Département du Koungkhi. Région de l'Ouest, Financement : BIP 2017 - MINESEC. Lot unique. A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

9. Delai de Livraison

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'ouvrage pour la réalisation des travaux est de trois (03) mois.

10. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives une caution de soumission (conforme au modèle joint en annexe) établie par une banque de premier rang agréée par le Ministère en charge des finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO d'un montant de Six cent soixante-quatre mille (664 000) francs CFA, et valable pendant 30 jours au-delà de la date originale de validité des offres. Le cautionnement provisoire sera libéré dans les trente (30) jours suivant la désignation de l'attributaire pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus et au plus tard trente (30) jours après expiration du délai de validité des offres. Pour l'attributaire le cautionnement provisoire sera libéré dès la constitution du cautionnement définitif.

11. Recevabilité des Offres

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt, seront déclarées irrecevables à l'ouverture.

12. Ouverture des Plis

Ouverture des plis se fera en un temps. L'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et financières aura lieu le 22 février 2017 à 11 heures par la Commission Départementale de Passation des Marchés Publics du Koung-Khi, à la Délégation Départementale des Marchés Publics du Koung-khi sis à l'immeuble abritant les services de la Camerounaise des Eaux (CDE) à Bandjoun. Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou se faire représenter par une personne de leur choix ayant une parfaite connaissance du dossier.

Les offres seront ouvertes en un temps et évaluées en trois étapes

1er étape : Vérification de la conformité du dossier administratif de chaque soumissionnaire.

2e étape : Evaluation technique des offres administrativement conformes,

3e étape ; Vérification des offres financières des entreprises dont les offres techniques ont été retenues.

13. Critères d'évaluation**12- Principaux critères éliminatoires**

- Etre sous le coup d'une résiliation (article 102 du Code des Marchés Publics) ;
- N'avoir pas satisfait à au moins 19 critères sur 27 retenus à l'analyse des Offres,
- Dossier Administratif incomplet ;
- Fausse déclaration, pièce falsifiée ;
- Absence d'un prix unitaire quantifié.

13-Principaux critères de qualification

L'évaluation des offres techniques sera faite suivant le système binaire {oui/non) sur la base des critères essentiels de qualification ci-dessous.

- a) Le chiffre d'affaires (1 critères) :
- b) Références de l'entreprise (6 critères) ;
- c) Matériel de chantier à mobiliser (5 critères) ;
- d) Personnel d'encadrement de l'entreprise (6 critères) :
- e) Proposition technique (7 critères) ;
- f) Présentation de l'offre (2 critères).

Chaque offre pour être déclarée conforme techniquement doit avoir satisfait tous les critères éliminatoires et obtenu au moins 19 critères des 27 critères de qualification énumérés ci-dessous évalués conformément à la Grille de notation des offres techniques

14. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

15. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service de la Passation des Marchés de la Délégation Départementale des Marchés Publics du Koung-Khi sis à l'immeuble abritant les services de la Camerounaise des Eaux CDE) Tél; 233 27 70 37/233 27 70 38

BANDJOUN le 19 Janvier 2017

Le DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL

AHAMED ABDOULAH

OFFICE NATIONAL DU CACAO ET DU CAFÉ

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 001/AONO/ONCC/CIPM/2017 DU 07 FEVRIER 2017
POUR LA FOURNITURE DES VEHICULES A L'OFFICE NATIONAL DU CACAO ET DU CAFE (ONCC)
FINANCEMENT : BUDGET DE L'ONCC DE L'EXERCICE 2017 — LIGNE N° 222 001**

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA)
IMPUTATION
222 001

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Directeur Général de l'Office National du Cacao et du Café. Maitre d'ouvrage, lance pour le compte de l'Office National du Cacao et du Café. dont le siège est à Douala, un Appel d'Offres National Ouvert, pour la fourniture des véhicules en deux lots budgétisés en francs CFA comme suit :

- **lot 1** : Deux véhicules station wagon diesel climatisés (170 millions)
- **lot 2** : Deux véhicules 4 x 4 PICK UP diesel climatisé double cabines (55 millions)

2. Cout Prévisionnel

Deux lots budgétisés en francs CFA comme suit :

- **lot 1** : Deux véhicules station wagon diesel climatisés (170 millions)
- **lot 2** : Deux véhicules 4 x 4 PICK UP diesel climatisé double cabines (55 millions)

3. Allotissement

Deux lots comme suit :

- **lot 1** : Deux véhicules station wagon diesel climatisés
- **lot 2** : Deux véhicules 4 x 4 PICK UP diesel climatisé double cabines .

4. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux concessionnaires automobiles domiciliés au CAMEROUN.

5. Financement

Budget de l'ONCC de l'exercice 2017 ligne n° 222 001 .

6. Consultation du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté au **9^{ème} étage** de l'immeuble siège à Bonanjo porte 9/5, tél 233-42-59-36. dès publication du présent avis, sur présentation du reçu de versement d'une somme non remboursable de **cent cinquante mille (150 000) FCFA** au compte spécial CAS-ARMP ouvert à la BICEC.

7. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être retiré au **9^{ème} étage** de l'immeuble siège à Bonanjo porte 9/5, tél 233-42-59-36. dès publication du présent avis, sur présentation du reçu de versement d'une somme non remboursable de **cent cinquante mille (150 000) FCFA** au compte spécial CAS-ARMP ouvert à la BICEC.

8. Remises des offres

Chaque soumission sera rédigée en français ou en anglais et présentée en six (6) exemplaires. Ces exemplaires, dont **un (1) original** et **(05) copies** marqués comme tels, seront déposés à la Cellule des Marchés de l'ONCC, sis au siège, porte 9/5, tél 233 42 59 36. au plus tard le **14 mars 2017** à **13 heures** et devront porter obligatoirement la mention suivante .

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 001/AONO/ONCC/CIPM/2017 DU 07 FEVRIER 2017 POUR LA FOURNITURE DES VEHICULES A L'OFFICE NATIONAL DU CACAO ET DU CAFE (ONCC)

FINANCEMENT : Budget de l'ONCC de l'exercice 2017 ligne n° 222 001

"Confidentiel — A N'ouvrir Qu'en Séance De Dépouillement ".

9. Delai de Livraison

Le délai de livraison est de **trente (30) jours**.

10. Cautionnement Provisoire

Toute soumission doit être accompagnée d'une caution de soumission d'une durée de validité de **120 jours** à compter de la date de dépôt des offres comme suit lot 1 = **3 400 000 (Trois millions quatre cent mille) FCFA** et lot 2 = **1 100 000 (Un million cent mille) FCFA** délivrée par un Etablissement bancaire de premier ordre agréé par le Ministère en charge des Finances de la République du CAMEROUN.

11. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de **trois (03) mois** ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

"Pour toute tentative de Corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux n° 673 20 57 25 / 699 37 07 48".

12. Ouverture des Plis

L'ouverture des offres s'effectuera à l'immeuble ONCC à Douala, le **14 mars 2017** à partir de **14h 00**. par la Commission de Passation des Marchés auprès de l'ONCC siégeant en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance de l'offre dont ils ont la charge.

13. Critères d'évaluation

Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires du présent Appel d'Offres sont les suivants

- Absence ou falsification d'une pièce du dossier administratif qui se constitue ainsi qu'il suit

- La copie de la carte de contribuable certifiée par le service émetteur ,
- La copie de la patente certifiée par le service émetteur D L'original de l'attestation de non redevance ;
- L'original de l'attestation de non-faillite délivrée par le greffe du T P I
- L'original de l'attestation pour soumission de la CNPS ;
- La caution de soumission
- La domiciliation bancaire
- Le reçu de versement des frais d'Achat du D.A O.
- L'attestation et le plan de localisation

L'original de l'attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'ARMP ;

- Non-conformité du dossier technique ou de la proposition financière
- Non respect de quatre critères essentiels sur les six

L'évaluation finale des offres des soumissionnaires qualifiés sera faite sur la base de la conformité des critères essentiels suivant le système de notation binaire :

Critères essentiels

1- Présentation générale de l'offre	Oui/non
2- Caractéristiques et spécifications techniques du véhicule	Oui/non
3. Garantie et entretien	Oui/non
4- Expérience et références du soumissionnaire	Oui/non
5- La disponibilité des pièces de rechange	Oui/non
6- Délai de livraison	Oui/non

14. Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire le moins disant ayant présenté des offres administratives et techniques conformes.

15. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 90 jours à compter de la date limite de dépôt des offres susmentionnées.

16. Renseignements Complémentaires**Lieu de livraison**

Siège de l'Office National du Cacao et du Café (ONCC) à Bonanjo

DOUALA le 7 Février 2017

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

NDOPING Michael

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°004/AONO/MINRESI/CMPM/2017 DU 07 FEVRIER 2017
POUR LES TRAVAUX DE RACCORDEMENT ELECTRIQUE DU LOCAL TRANSFORMATEUR ENEO AUX
BATIMENTS DU MINRESI.**

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA) , N/A
IMPUTATION
51 19 260 01 340010 2242.

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre de l'exécution de son Budget d'Investissement Public, le Ministre de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI) lance un Appel d'Offres National Ouvert pour les travaux de raccordement électrique du local transformateur ENEO aux bâtiments du MINRESI.

2. Consistance des prestations

Les travaux comprennent notamment :

- Travaux préparatoires et installation du chantier;
- Travaux d'études, ingénierie et management du projet;
- Travaux de démolition;
- Fourniture et installation du matériel;
- Remise en état du site.

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération est d'un montant de cinquante-trois millions sept mille (53 007 000) Francs CFA.

4. Allotissement

Les travaux objet du présent marché sont constitués d'un lot.

5. Participation et origine

La participation est ouverte à égalité de conditions aux Sociétés et Entreprises de droits Camerounais, ayant une expérience avérée dans le domaine.

6. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du MINRESI de l'exercice 2017, sur la ligne d'imputation budgétaire 51 19 260 01 340010 2242.

7. Consultation du Dossier

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables au MINRESI, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, BP 1457, téléphone 222 23 24 42, dès publication du présent avis.

8. Acquisition du Dossier

Le dossier peut être obtenu au MINRESI, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, BP 1457, téléphone 222 23 24 42, dès publication du présent avis, contre présentation d'un reçu de versement d'une somme non remboursable de cent mille (100 000) francs CFA, payable au Trésor Public.

9. Remises des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont l'original et six (06) copies marquées comme tels, ainsi que la version électronique de l'offre financière sur fichier Excel, devra parvenir au Service des Marchés Publics du MINRESI, au plus tard **le 14 Mars 2017 à 13 heures** et devra porter la mention :

*« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°004/AONO/MINRESI/CMPM/2017 DU 07 FEVRIER 2017
POUR LES TRAVAUX DE RACCORDEMENT ELECTRIQUE DU LOCAL TRANSFORMATEUR ENEO AUX
BATIMENTS DU MINRESI
« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».*

10. Delai de Livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux objet du présent appel d'offres est de quarante-cinq (45) jours.

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par un organisme financier agréée par le Ministère en charge des Finances et dont la liste figure dans la pièce 11 du DAO d'un montant de neuf cent mille (900 000) FCFA valable pendant soixante (60) jours au-delà de la date limite de validité des offres.

12. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles doivent dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable, notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme financier agréée par le Ministère chargé des Finances.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un temps.

L'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et financières aura lieu le **14 Mars 2017 à 14 heures** par la Commission de Passation des Marchés du Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation dans la salle de réunion sise au bâtiment principal du MINRESI.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

14. Critères d'évaluation

14.1 Critères éliminatoires

- a) Absence de caution de soumission ;
- b) Dossier administratif incomplet ou pièces non conformes, pièces falsifiées ou fausses déclarations ;
- c) Omission dans l'offre financière d'un prix unitaire quantifié ;
- d) Absence d'un sous détail de prix ;
- e) N'avoir pas rempli au moins 80% des critères essentiels, soit 62 critères sur 78 à l'issue de la notation des critères techniques essentiels.

14.2 Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur la base des 78 critères (notation binaire (OUI/NON) essentiels ci-dessous :

- a. Présentation de l'offre sur 02 critères ;
- b. Références de l'entreprise sur 06 critères ;
- c. Organisation et méthodologie sur 10 critères.
- d. Le personnel de l'entreprise sur 39 critères ;
- e. Le matériel de chantier à mobiliser sur 18 critères ;
- f. Preuves d'acceptation du marché sur 02 critères ;
- g. Preuve de capacité de financement supérieure ou égale à quinze millions (15 000 000) FCFA sur 01 critère.

15. Attribution

L'Autorité Contractante attribuera la lettre-commande au soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la moins-disante et jugée substantiellement conforme au Dossier d'Appel d'Offres.

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de soixante (60) jours à compter de la date de remise de ces dernières.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics du MINRESI, BP 1457, téléphone 222 23 24 42.

YAOUNDE le 7 Février 2017

Le MINISTRE

TCHUINTE Madeleine

DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL DU MINMAP DU NYONG & KELLÉ

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°004/AONO/DRMAP-CE/DDMAP-NK/CDPM/17 DU 10 FEVRIER 2017 POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES MAGASINS DE STOCKAGE A MANGUENDA II ET A LA SOCAPAC, ARRONDISSEMENT DE BOT-MAKAK, DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, EN PROCEDURE D'URGENCE. FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP), EXERCICE 2017 LE DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL DES MARCHÉS PUBLICS DU NYONG ET KELLÉ, AUTORITÉ CONTRACTANTE, LANCE POUR LE COMPTE DU MAIRE DE LA COMMUNE DE BOT MAKAK UN APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT POUR LA RÉALISATION DES OPÉRATIONS SUS-INDIQUÉES.

FINANCEMENT

BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) , N/A

[Télécharger la piece d'origine](#)[Affichage Web](#)**1. Objet**

Le présent Appel d'Offres a pour objet les travaux de construction des magasins de stockage à MANGUENDA II (Quartier Log-Bikun-Song-Ntamag) et à la SOCAPAC (Chefferie), Arrondissement de BOT-MAKAK dans le Département du Nyong et Kellé.

2. Consistance des prestations

Les travaux à réaliser au titre du présent marché comprennent :

- *Terrassement ;*
- *Fondation ;*
- *Élévation de la superstructure ;*
- *Charpente et couverture ;*
- *Menuiserie bois et métallique ;*
- *Peinture et revêtement ;*
- *Electricité ;*
- *VRD et divers.*

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel des opérations à l'issue des études préalables est de :

LOT N°	Localité	Coût prévisionnel en FCFA
1	Magasin de stockage à MANGUENDA II (Quartier Log-Bikun-Song-Ntamag)	25 000 000F (Vingt Cinq millions de francs) CFA.

2	Magasin de stockage à la SOCAPAC (Chefferie)	20 000 000F (Vingt millions de francs) CFA.
---	--	--

4. Allotissement

Les travaux objets du présent appel d'offres sont répartis en deux (02) lots :

LOT N°	Localité	Arrondissement
1	Magasin de stockage à MANGUENDA II (Quartier Log-Bikun-Song-Ntamag)	BOT-MAKAK
2	Magasin de stockage à la SOCAPAC (Chefferie)	

5. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les Entreprises de droit camerounais et ayant des compétences dans le domaine de Bâtiments et Travaux Publics.

6. Financement

Les travaux objets du présent appel d'offres, sont financés par le Budget d'Investissement Public Exercice Budgétaire 2017. Imputation.....

7. Consultation du Dossier

Le dossier d'appel d'offres peut être consulté aux heures ouvrables auprès de la Délégation Départementale des Marchés Publics du Nyong et Kellé dès publication du présent avis d'appel d'offres.

8. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu à la Délégation Départementale des Marchés Publics du Nyong et Kellé dès publication du présent Avis, contre présentation d'une quittance de versement à la caisse du Receveur municipal de BOT-MAKAK d'un montant de **Soixante Quinze mille (75 000) francs CFA** non remboursables.

9. Remises des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais et en *sept (07)* exemplaires, dont un *(01)* original et six *(06)* copies marqués comme tels, devra parvenir à la Délégation Départementale des Marchés Publics du Nyong et Kellé **au plus tard le 02 Mars 2017 à 12 heures précises** contre récépissé et devront porter la mention :

10. Délai de Livraison

Le délai maximum d'exécution prévu pour la réalisation des travaux est de trois (03) mois pour chaque lot.

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement provisoire délivré par un établissement bancaire de premier ordre agréé par le Ministère en charge des Finances, dont le montant est fixé suivant le tableau ci-dessous à :

LOT N°	Localité	Cautionnement provisoire en FCFA
1	Magasin de stockage à MANGUENDA II (Quartier Log-Bikun-Song-Ntamag)	500 000F (Cinq Cent Mille Francs) CFA
2	Magasin de stockage à la SOCAPAC (Chefferie)	400 000F (Quatre Cent Mille Francs) CFA.

et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra être impérativement produit en original datant d'au plus trois (03) mois.

Le cautionnement provisoire sera libéré quinze (15) jours après la publication des résultats et au plus tard trente (30) jours après le délai de validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Pour le soumissionnaire attributaire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

12. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces administratives exigées doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par les services émetteurs, selon le cas, suivant les indications du RPAO. Elles devront être datées d'au plus trois (03) mois à l'ouverture des plis ou établies postérieurement à la date de publication de l'avis d'appel d'offres.

La soumission dûment timbrée et signée, selon le modèle contenu dans le dossier d'appel d'offres, fera ressortir les coûts en francs CFA hors taxes et toutes taxes comprises.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera **le 02 Mars 2017 à partir de 13 heures précises** par la Commission Départementale de Passation des Marchés siégeant dans la salle de réunion de l'ancienne Préfecture d'Eséka en présence des Soumissionnaires ou un de leurs représentants dûment mandatés ayant une parfaite connaissance des dossiers dont il a la charge.

14. Critères d'évaluation

1- Principaux critères éliminatoires

ü Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;

ü Offre (dossier administratif, technique ou financier) non-conforme aux prescriptions du DAO, suivant les dispositions de l'article 28 du RGAO ;

ü Non-justification de l'exécution d'un projet de construction de bâtiment ;

ü Omission d'un prix unitaire quantifié ;

ü Absence d'une note méthodologique dans l'offre technique ;

ü Conducteur des travaux non titulaire du diplôme de Technicien Supérieur de Génie Civil ou Génie Rural (Bac + 2 au moins) ;

ü Soumissionnaire ayant abandonné un marché au cours des trois (03) dernières années ;

ü Note des critères valides inférieure à 26/30 soit plus de 80%.

2- Principaux critères essentiels

A- Présentation de l'offre 02 éléments

B - Références 07 éléments

C - Personnel d'encadrement 11 éléments

D - Organisation-Planning-Méthodologie 05 éléments

E - Matériel 05 éléments

15. Attribution

le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre financière qualifiée, sera évaluée la moins disante et remplissant les capacités techniques et administratives requises. Toute offre non présentée en trois (03) volumes sera purement et simplement rejetée ; il en est de même pour toute offre non conforme au règlement particulier de l'Appel d'Offres.

Un soumissionnaire ne sera attributaire de plus d'un lot ;

Dans le cas où un soumissionnaire ayant rempli les critères techniques aura présenté l'offre évaluée la moins disante pour plus d'un lot, l'Autorité Contractante choisira le lot à lui attribuer.

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pour une durée de quatre vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus à la Délégation Départementale des Marchés Publics du Nyong et Kellé (Service de Passation des Marchés) sis à la préfecture d'Eséka au numéro : 222 28 60 75 / 222 28 61 75, dans les locaux abritant l'ancienne recette des finances.

Pour les mauvaises pratiques et dysfonctionnements observés dans le processus de passation et d'exécution des marchés publics, bien vouloir appeler gratuitement au numéro vert : 673 20 57 25 ou 699 37 07 48.

YAOUNDE le 3 Février 2017

Le DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL

BARKA DONATIEN

AGENCE NATIONALE DE RADIOPROTECTION

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°0002/AONO/ANRP/CIPM/2017 DU 07 FEVRIER 2017,
POUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DU MOBILIER DE BUREAU A L'AGENCE NATIONALE DE
RADIOPROTECTION EN PROCÉDURE D'URGENCE**

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA) , N/A
IMPUTATION
222100

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre de la réhabilitation technique de l'Agence Nationale de Radioprotection, l'ANRP lance un Appel d'Offres national, ouvert en procédure d'urgence, pour la fourniture et l'installation du mobilier de bureau à l'Agence Nationale de Radioprotection, en un lot.

2. Consistance des prestations

Les prestations du présent marché comprennent la fourniture et l'installation du mobilier de bureau à l'Agence Nationale de Radioprotection.

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération est de : 10 000 000 (dix millions) francs CFA.

4. Allotissement

Ce marché est constitué d'un lot unique.

5. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à tous les fournisseurs nationaux ayant une expérience avérée dans le domaine concerné.

6. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le Budget d'Investissement Public de l'ANRP, exercice 2017, sur la ligne d'imputation budgétaire N°: 222100.

7. Consultation du Dossier

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables à l'ANRP, Service du Budget, du Matériel et du Patrimoine, BP 33732, téléphone 222 203 371, dès publication du présent avis.

8. Acquisition du Dossier

Le dossier peut être obtenu à l'ANRP, Service du Budget, du Matériel et du Patrimoine, BP 33732, téléphone 222 203 371, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de 15 000 (quinze mille) francs CFA, payable dans le compte spécial CAS-ARMP N°335988 ouvert à la BICEC, représentant les frais d'acquisition du Dossier. La quittance devra préciser le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres. Lors du retrait du dossier, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en laissant leur adresse complète : Boîte Postale, Téléphone, Fax, Téléx, E-mail.

9. Remises des offres

Chaque offre sera rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un original et six (06) copies marqués comme tels, devra parvenir au Service du Budget, du Matériel et du Patrimoine de l'ANRP, au plus tard le **06 Mars 2017 à 10 heures précises** et devra porter la mention:

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°0002/AONO/ANRP/CIPM/17, POUR LA FOURNITURE ET

*L'INSTALLATION DU MOBILIER DE BUREAU A L'AGENCE NATIONALE DE RADIOPROTECTION
« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »
En procédure d'urgence*

10. Delai de Livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage ou le maître d'ouvrage Délégué pour la livraison des fournitures objet du présent appel d'offres est de 45 jours.

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 11 du DAO d'un montant de deux cent mille (200 000) francs CFA et valable pendant quatre-vingt-dix(90) jours au-delà de la date (limite) de validité des offres.

12. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un (01) temps.

L'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et financières aura lieu le **06 Mars 2017 à 11 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés de l'ANRP dans la salle de réunion sise à l'ANRP, derrière EMIA.

Seuls les soumissionnaires ou leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier peuvent assister à cette séance d'ouverture.

14. Critères d'évaluation

14.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment:

- Absence d'une pièce du dossier administratif,
- Fausse déclaration ou pièces falsifiées,
- Absence d'un prix unitaire quantifié,
- Le non-respect d'au moins 75% des critères essentiels, soit 9 OUI/12,
- Non justification de l'exécution d'un projet de fourniture des mobiliers de bureaux d'au moins dix millions de francs CFA au cours des cinq dernières années, production d'une copie du marché (première et dernière page du marché) et procès-verbal de réception dudit marché,
- Non-conformité aux spécifications techniques de l'équipement ;

14.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des candidats porteront à titre indicatif sur:

- Présentation de l'offre;
- Références générales de l'entreprise;
- Mobilier proposé ;
- Capacité de financement;
- Planning et délai de livraison ;
- Service après-vente;
- Les preuves d'acceptation des conditions du marché.

15. Attribution

A l'issue de l'analyse financière, le soumissionnaire dont l'offre est conforme pour l'essentiel aux prescriptions du descriptif technique et qui présente l'offre de prix la moins disante sera retenu.

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 60 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au siège de l'Agence Nationale de Radioprotection (ANRP), Service du Budget, du Matériel et du Patrimoine (SBMP), BP 33732 Yaoundé, téléphone : 222 203 371, fax : 222 203 370, e-mail : officialmail@anrp.cm.

YAOUNDE le 7 Février 2017

Le *DIRECTEUR GÉNÉRAL*

SIMO Augustin

DÉLÉGUÉ RÉGIONAL DU MINMAP DU SUD

**AVIS D'APPEL D'OFFRES N°002/AONO/PR/MINMAP/SG/DRMAP-SU/SMI/CRPM/17 DU 01 FEVRIER 2017
POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE ADDUCTION D'EAU POTABLE A SO'O SI, COMMUNE
DE BENGBIS, DEPARTEMENT DU DJA ET LOBO.**

FINANCEMENT

BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) , N/A

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le Délégué Régional des Marchés Publics du Sud, Autorité Contractante, lance pour le compte du Gouvernement de la République du Cameroun, un Appel d'Offres National Ouvert (AONO) pour la réalisation d'une adduction d'eau potable à So'o si par BENGBIS dont le Maître d'Ouvrage est le Ministre de l'Eau et de l'Energie, représenté par le Délégué Régional de l'Eau et de l'Energie du Sud.

Le présent Appel d'Offres a pour objet la réalisation d'une adduction d'eau potable à So'o si (Commune de Bengbis).

2. Consistance des prestations

Les Travaux consistent à réaliser sont :

Les études géophysiques ;

L'installation du chantier, y compris l'aménagement et repli de tout le matériel nécessaire pour la réalisation des travaux ;

Les implantations du forage, du château et des bornes fontaines;

La mobilisation de l'atelier de foration ;

Les travaux de foration, Le développement, pompage et essais de débits ;

Construction d'un regard de protection du forage ;

Les travaux de construction du château d'une capacité de 20m³et accessoires ;

Les fouilles en rigole pour le refoulement et la distribution de l'eau ;

La pose des conduites diamètre 50mm sur le réseau de refoulement et de distribution y compris grillage avertisseur;

La construction des dix (10) bornes fontaines équipées chacune de deux (02) robinets, l'aménagement de l'aire de puisage légèrement inclinée en Béton armée, rigoles et les puits perdus ;

La construction des regards de visite sur le réseau de distribution ;

La pose d'un clapet anti retour dans le réseau de refoulement ;

La pose des ventouses dans le réseau de distribution ;

La pose des vannes au refoulement et à la distribution ;

La pose des compteurs d'eau au réseau de distribution ;

L'installation de la pompe électrique immergée, l'armoire électrique de commande et accessoires ;

La désinfection du forage, du château et du réseau de distribution ;

Formation de deux (02) agents de maintenance et fourniture d'une caisse à outils complète ;

La fourniture des Plans de recollement du château, réseau refoulement et distribution.

3. Cout Prévisionnel

A l'issue de l'étude préalable, Le coût prévisionnel de la réalisation des travaux est de **80 000 000 (quatre-vingt millions) FCFA**, repartit en **deux phases : 50 000 000 (cinquante millions) FCFA pour la phase 1 et 30 000 000 (trente millions) FCFA** pour la phase 2.

4. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à toutes les entreprises de travaux publics de droit camerounais possédant une bonne expérience dans la réalisation des travaux d'hydraulique ou de génie rural et justifiant des capacités techniques et financières pour la bonne réalisation des travaux qui en constituent l'objet.

5. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Budget d'Investissement Public MINEE, exercices 2017 et suivants.

6. Consultation du Dossier

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables au Service de l'Accueil, du Courrier et de la Liaison à la Délégation Régionale des Marchés Publics du Sud dès publication du présent avis.

7. Acquisition du Dossier

Le dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu au Service sus indiqué, tél. : 222 283 047; dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de **soixante-quinze mille (75 000) FCFA**, payable au Trésor Public représentant les frais d'acquisition du dossier. La quittance devra préciser le numéro de l'avis d'appel d'offres. Lors du retrait du dossier, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en laissant leur adresse complète : Boite Postale, Téléphone, Fax, E-mail.

8. Remises des offres

Les offres rédigées **en français ou en anglais en sept (07) exemplaires** dont **l'original et (06) copies** marqués comme telles, devront être déposées à la Délégation régionale des marchés publics du Sud contre récépissé, **au plus tard le 27 février 2017 à 12 heures** précises, heure locale et devront porter la mention :

« AVIS D'APPEL D'OFFRES N°002/AONO/PR/MINMAP/SG/DRMAP-SU/SMI/CRPM/17 DU 01 FEVRIER 2017

POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE ADDUCTION D'EAU POTABLE A SO'O SI,

COMMUNE DE BENGBIS, DEPARTEMENT DU DJA ET LOBO.»

« An'ouviriqu'ensancededépouillement ».

9. Delai de Livraison

Les durées maximales d'exécution des travaux est de **trois (03) mois** pour la phase 1 et **deux (02) mois** pour la phase 2, à compter des dates des notifications des ordres de service de commencer les travaux.

10. Recevabilité des Offres

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO, d'un montant **d'un million six cent mille (1 600 000) FCFA**.

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres, ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet de l'offre.

11. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un temps. L'ouverture des offres aura lieu **le 27 février 2017 à 13 heures** par la Commission Régionale de Passation des Marchés (CRPM) dans la salle de réunion de la Délégation Régionale du Sud.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne dûment mandatée de leur choix, ayant une parfaite connaissance de leurs offres.

12. Critères d'évaluation

Les critères éliminatoires sont :

i) dossier administratif incomplet ou non conforme, sous réserve des dispositions du point I.1 de la Circulaire N°002/CAB/PM du 31 Janvier 2011 relative à l'amélioration de la performance du système des marchés publics ;

ii) fausses déclarations ou pièces falsifiées (la CRPM et l'Autorité Contractante se réservent le droit de procéder à l'authentification de tout document présentant un caractère douteux) ;

iii) absence dans l'offre technique d'une rubrique « méthodologie d'exécution, organisation et planning des prestations » ;

iv) non satisfaction d'au moins 80 % des critères essentiels ;

v) omission d'un prix quantifié dans l'offre financière ;

vi) offre financière incomplète ;

vii) Non-exécution d'un marché antérieur du fait de l'entreprise (conformément à la lettre circulaire N°004/LC/MINMAP/CAB du 25 janvier 2017 relative à la prise en compte des défaillances des entreprises dans l'exécution des marchés antérieurs dans l'attribution de nouveaux marchés).

Les principaux critères de qualification (critères essentiels) :

Les critères essentiels seront évalués de manière binaire (satisfaction ou non) ; ainsi, plusieurs sous critères tirés des rubriques ci-dessous du dossier de soumission seront retenus pour l'évaluation de l'offre technique :

i) l'expérience du personnel d'encadrement ;

ii) les références de l'entreprise ;

iii) la disponibilité du matériel et des équipements essentiels ;

iv) Délai d'exécution ;

v) l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières ;

Le non-respect de 80% des critères ci-dessus entraînera l'élimination de l'offre.

13. Attribution

L'autorité contractante attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la moins disante et remplissant les capacités financières, techniques et administratives requises résultant des critères dits essentiels ou ceux éliminatoires.

14. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

15. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au service de l'Accueil, du Courrier et de la Liaison de la Délégation Régionale des Marchés Publics du Sud, tél. : 222 283 047, ou auprès de la Délégation Régionale de l'Eau et de l'Energie du Sud.

Par ailleurs, pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : 673 205 725 / 699 370 748.

EBOLOWA le 1 Février 2017

Le DÉLÉGUÉ RÉGIONAL

TADJEUFOUET YOUWO Bertin

AGENCE NATIONALE DE RADIOPROTECTION

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°0001/AONO/ANRP/CIPM/2017 DU 07 FEVRIER 2017,
POUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DU MATERIEL INFORMATIQUE A L'AGENCE NATIONALE
DE RADIOPROTECTION EN PROCÉDURE D'URGENCE**

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA) , N/A
IMPUTATION
222300

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre de la réhabilitation technique de l'Agence Nationale de Radioprotection, l'ANRP lance un Appel d'Offres national, ouvert en procédure d'urgence, pour la fourniture et l'installation du matériel informatique à l'Agence Nationale de Radioprotection, en un lot.

2. Consistance des prestations

Les prestations du présent marché comprennent la fourniture et l'installation du matériel informatique à l'Agence Nationale de Radioprotection.

3. Coût Prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération est de : 10 000 000 (dix millions) francs CFA.

4. Allotissement

Ce marché est constitué d'un lot unique.

5. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à tous les fournisseurs nationaux ayant une expérience avérée dans le domaine concerné.

6. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le Budget d'Investissement Public de l'ANRP, exercice 2017, sur la ligne d'imputation budgétaire N°: 222300. Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le Budget d'Investissement Public de l'ANRP, exercice 2017, sur la ligne d'imputation budgétaire N°: 222300.

7. Consultation du Dossier

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables à l'ANRP, Service du Budget, du Matériel et du Patrimoine, BP 33732, téléphone 222 203 371, dès publication du présent avis.

8. Acquisition du Dossier

Le dossier peut être obtenu à l'ANRP, Service du Budget, du Matériel et du Patrimoine, BP 33732, téléphone 222 203 371, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de 15 000 (quinze mille) francs CFA, payable dans le compte spécial CAS-ARMP N°335988 ouvert à la BICEC, représentant les frais d'acquisition du Dossier. La quittance devra préciser le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres. Lors du retrait du dossier, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en laissant leur adresse complète : Boite Postale, Téléphone, Fax, Téléx, E-mail.

9. Remises des offres

Chaque offre sera rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un original et six (06) copies marqués comme tels, devra parvenir au Service du Budget, du Matériel et du Patrimoine de l'ANRP, au plus tard le **03 Mars 2017 à 10 heures précises et devra porter la mention:**

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°0001/AONO/ANRP/CIPM/17,

POUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DU MATÉRIEL INFORMATIQUE A

*L'AGENCE NATIONALE DE RADIOPROTECTION
« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »
En procédure d'urgence*

10. Délai de Livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage ou le maître d'ouvrage Délégué pour la livraison des fournitures objet du présent appel d'offres est de 30 jours.

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 11 du DAO d'un montant de deux cent mille (200 000) francs CFA et valable pendant quatre-vingt-dix (90) jours au-delà de la date (limite) de validité des offres.

12. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera en un (01) temps.

L'ouverture des pièces administratives, des offres techniques et financières aura lieu le **03 Mars 2017 à 11 heures** par la Commission Interne de Passation des Marchés de l'ANRP dans la salle de réunion sise à l'ANRP, derrière EMIA.

Seuls les soumissionnaires ou leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier peuvent assister à cette séance d'ouverture.

14. Critères d'évaluation

14.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment:

- Absence d'une pièce du dossier administratif,
- Fausse déclaration ou pièces falsifiées,
- Absence d'un prix unitaire quantifié,
- Le non-respect d'au moins 75% des critères essentiels, soit 9 OUI/12,
- Non-conformité du modèle soumission,
- Non-conformité aux spécifications techniques majeurs du Dossier d'Appel d'Offres,
- Le non-respect d'au moins 80% des spécifications techniques mineures soit 7 OUI/9.

14.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des candidats porteront à titre indicatif sur:

- Présentation de l'offre;
- Références générales de l'entreprise;
- Mobilier proposé ;
- Capacité de financement;
- Planning et délai de livraison ;
- Service après-vente;
- Les preuves d'acceptation des conditions du marché.

15. Attribution

A l'issue de l'analyse financière, le soumissionnaire dont l'offre est conforme pour l'essentiel aux prescriptions du descriptif technique et qui présente l'offre de prix la moins disante sera retenu.

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 60 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au siège de l'Agence Nationale de Radioprotection (ANRP), Service du Budget, du Matériel et du Patrimoine (SBMP), BP 33732 Yaoundé, téléphone : 222 203 371, fax : 222 203 370, e-mail : officialmail@anrp.cm.

YAOUNDE le 7 Février 2017

Le *DIRECTEUR GÉNÉRAL*

SIMO Augustin

DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL DU MINMAP DU NYONG & KELLÉ

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°005/AONO/DRMAP-CE/DDMAP-NK/CDPM/17 DU 15
FEVRIER 2017 POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'INSPECTION
D'ARRONDISSEMENT DE L'EDUCATION DE BASE DE MAKAK, DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, EN
PROCEDURE D'URGENCE FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP), EXERCICE 2017
LE DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL DES MARCHÉS PUBLICS DU NYONG ET KELLÉ, AUTORITÉ
CONTRACTANTE, LANCE POUR LE COMPTE DU DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL DE L'EDUCATION DE
BASE UN APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT POUR LA RÉALISATION DES OPÉRATIONS
SUS-INDIQUÉES.**

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) , N/A

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le présent Appel d'Offres a pour objet les travaux de construction de l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base de Makak dans le Département du Nyong et Kellé.

2. Consistance des prestations

Les travaux à réaliser au titre du présent marché comprennent :

- *Travaux préparatoires-études ;*
- *Terrassement ;*
- *Fondation ;*
- *Maçonnerie-élévation ;*
- *Charpente couverture ;*
- *Menuiserie métallique ;*
- *Menuiserie bois ;*
- *Plomberie sanitaire ;*
- *Electricité ;*
- *Revêtement –vitrerie ;*
- *Peinture ;*
- *VRD.*

3. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel des opérations à l'issue des études préalables est de : **27 500 000F (Vingt sept millions cinq cent mille francs) CFA.**

4. Allotissement

Les travaux objets du présent appel d'offres sont répartis en un (01) lot :

5. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les Entreprises de droit camerounais et ayant des compétences dans le domaine de Bâtiments et Travaux Publics.

6. Financement

Les travaux objets du présent appel d'offres, sont financés par le Budget d'Investissement Public Exercice Budgétaire 2017. Imputation.....

7. Consultation du Dossier

Le dossier d'appel d'offres peut être consulté aux heures ouvrables auprès de la Délégation Départementale des Marchés Publics du Nyong et Kellé dès publication du présent avis d'appel d'offres.

8. Acquisition du Dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu à la Délégation Départementale des Marchés Publics du Nyong et Kellé dès publication du présent Avis, contre présentation d'une quittance de versement à la caisse du **Receveur des Finances d'Eséka** d'un montant de **Cinquante mille (50 000) francs CFA** non remboursables.

9. Remises des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais et en *sept (07)* exemplaires, dont un *(01)* original et six *(06)* copies marqués comme tels, devra parvenir à la Délégation Départementale des Marchés Publics du Nyong et Kellé **au plus tard le 07 Mars 2017 à 12 heures précises** contre récépissé et devront porter la mention :

«Avis d'Appel d'Offres National Ouvert

N°005/AONO/DRMAP-CE/DDMAP-NK/CDPM/17 DU 15 FEVRIER 2017

POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'INSPECTION D'ARRONDISSEMENT DE L'EDUCATION DE BASE DE MAKAK, DEPARTEMENT DU NYONG ET KELLE, EN PROCEDURE D'URGENCE.»

10. Delai de Livraison

Le délai maximum d'exécution prévu pour la réalisation des travaux est de trois (03) mois.

11. Cautionnement Provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement provisoire délivré par un établissement bancaire de premier ordre agréé par le Ministère en charge des Finances, dont le montant est fixé à **550 000F (Cinq Cent Cinquante Mille Francs) CFA** et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra être impérativement produit en original datant d'au plus trois (03) mois.

Le cautionnement provisoire sera libéré quinze (15) jours après la publication des résultats et au plus tard trente (30) jours après le délai de validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Pour le soumissionnaire attributaire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

12. Recevabilité des Offres

Sous peine de rejet, les pièces administratives exigées doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par les services émetteurs, selon le cas, suivant les indications du RPAO. Elles devront être datées d'au plus trois (03) mois à l'ouverture des plis ou établies postérieurement à la date de publication de l'avis d'appel d'offres.

La soumission dûment timbrée et signée, selon le modèle contenu dans le dossier d'appel d'offres, fera ressortir les coûts en francs CFA hors taxes et toutes taxes comprises.

13. Ouverture des Plis

L'ouverture des plis se fera **le 07 Mars 2017 à partir de 13 heures précises** par la Commission Départementale de Passation des Marchés siégeant dans la salle de réunion de l'ancienne Préfecture d'Eséka en présence des Soumissionnaires ou un de leurs représentants dûment mandatés ayant une parfaite connaissance des dossiers dont il a la charge.

14. Critères d'évaluation

1- Principaux critères éliminatoires

- Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- Offre (dossier administratif, technique ou financier) non-conforme aux prescriptions du DAO, suivant les dispositions de l'article 28 du RGAO ;
- Non-justification de l'exécution d'un projet de construction de bâtiment ;
- Omission d'un prix unitaire quantifié ;
- Absence d'une note méthodologique dans l'offre technique ;
- Conducteur des travaux non titulaire du diplôme de Technicien Supérieur de Génie Civil ou Génie Rural (Bac + 2 au moins) ;
- Soumissionnaire ayant abandonné un marché au cours des trois (03) dernières années ;
- Note des critères valides inférieure à 26/30 soit plus de 80%.

2- Principaux critères essentiels

A- Présentation de l'offre 02 éléments

B - Références 07 éléments

C - Personnel d'encadrement 11 éléments

D - Organisation-Planning-Méthodologie 05 éléments

E - Matériel 05 éléments

15. Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre financière qualifiée, sera évaluée la moins disante et remplissant les capacités techniques et administratives requises. Toute offre non présentée en trois (03) volumes sera purement et simplement rejetée ; il en est de même pour toute offre non conforme au règlement particulier de l'Appel d'Offres.

16. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pour une durée de quatre vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements Complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus à la Délégation Départementale des Marchés Publics du Nyong et Kellé (Service de Passation des Marchés) sis à la préfecture d'Eséka au numéro : 222 28 60 75 / 222 28 61 75, dans les locaux abritant l'ancienne recette des finances.

Pour les mauvaises pratiques et dysfonctionnements observés dans le processus de passation et d'exécution des marchés publics, bien vouloir appeler gratuitement au numéro vert : 673 20 57 25 ou 699 37 07 48.

YAOUNDE le 3 Février 2017

Le DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL

BARKA DONATIEN



DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL DU MINMAP DU NYONG & KELLÉ

TENDER NOTICE N°004/ONIT/DRMAP-CE/DDMAP-NK/DTB/17, OF 10TH FEBRUARY 2017 FOR THE CONSTRUCTION OF A WAREHOUSE IN MANGUENDA II AND AT SOCOPAC, IN BOT-MAKAK SUB-DIVISION, NYONG AND KELLE DIVISION, PROCEDURE OF URGENCY. FINANCING: PUBLIC INVESTMENT BUDGET (PIB) - EXERCISE 2017 THE DIVISIONAL DELEGATE OF PUBLICS CONTRACTS NYONG AND KELLÉ, CONTRACTING AUTHORITY, LAUNCHES FOR THE MAYOR OF BOT-MAKAK COUNCIL, AN OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER FOR THE REALIZATION OF THE OPERATIONS INDICATED BELOW.

FINANCING
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) , N/A

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Subject of the invitation to tender

The present Call for tenders has as subject, the construction of a Warehouse in Manguenda II and at SOCOPAC, in Bot-Makak Sub-Division, Nyong and Kellé Division:

2. Nature of services

The works subjects of this contract include:

- Preliminary works and studies ;
- Earth work;
- Foundation works ;
- Elevation of walls ;
- Form work and roof ;
- Metelic works ;
- Carpentry works ;
- Electricity ;
- Painting ;
- Drainage and surroundings.

3. Estimated cost

The estimated cost of the operation following prior studies stands as follow.

LOT

Localities



Estimated cost



01	Manguenda warehouse	25 000 000F (twenty five million francs)CFA
02	SOCOPAC warehouse	20 000 000F (twenty million francs) CFA

4. allotment

The works shall be in a single lot defined as follows:

LOT	Locality	Sub-Division
01	Manguenda warehouse	Bot-Makak
02	SOCOPAC warehouse	

5. Participation and origin

The participation in the present call for tenders is equally opened to all the Companies of Cameroonian right (law) and having skills in the field of buildings and public works.

6. Financing

The present invitation to tender is financed by the public investment budget 2017.

LOT	Localities	Imputation
01	Manguenda warehouse	
02	SOCOPAC warehouse	

7. Consultation of tender file

The tender file can be consulted at the Divisional Delegation of Public contracts Nyong and Kellé, during working hours from the publication of the present tender notice.

8. Acquisition of tender file

The tender file can be obtained from the Divisional Delegation of Public Contracts Nyong and Kellé after presentation of a receipt as soon as this notice is published against payment of a non-refundable deposit sum at Bot-Makak municipal treasury as shown below.

LOT	Localities	Amount (CFA)
01	Manguenda warehouse	75 000F (seventy five thousand francs)
02	SOCOPAC warehouse	

9. Submission of bids

Each offer drafted in English or French and in seven (7) copies including one (01) original and six (6) copies marked as such, should reach the Divisional Delegation of Public Contracts Nyong and Kellé, located at the formal **S.D.O's Office Eséka**, not later than the **02nd of March 2017 at 12 noon** and should carry the inscription:

((*Tender Notice*

N°004/ONIT/DRMAP-CE/DDMAP-NK/DTB/17, OF 10th FEBRUARY 2017

FOR THE CONSTRUCTION OF A WAREHOUSE IN MANGUENDA II AND AT SOCOPAC, IN BOT-MAKAK SUB-DIVISION, NYONG AND KELLE DIVISION, PROCEDURE OF URGENCY

“To be opened only during the bid-opening session))

10. Delivery deadline

The maximum execution deadline provided for by the Project Owner or Delegated Project Owner for the execution of the works shall be three (03) months.

11. Bid bond

Every tenderer will have to supply a temporary, valid surety bond during thirty (30) days beyond date original of validity of the offers and will be established by a banking institution approved by Minister for Finance. The amount of this caution money Workbench by an excellent banking institution approved by the Ministry of Finance is as shown below and the list of which is in appendix.

LOT	Localities	Cost of provisional bid bond (CFA)
01	Manguenda warehouse	500 000F (five hundred thousand francs)
02	SOCOPAC warehouse	400 000F (four hundred thousand francs)

12. Admissibility of bids

Under pain of rejection, the administrative documents required, must be produced in originals or true copies certified by the issuing authority (Senior Divisional Officer, Divisional Officer...) in accordance with the Special Conditions of the invitation to tender.

They must not be older than three preceding the original date of submission of bids (3) months or must not have been established in the tender notice.

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of this notice and tender file shall be declared inadmissible. Especially, the bid bond must be issued by a first-rate bank approved by the Ministry in charge of Finance.

This contract shall be published in the public contract journal.

13. Opening of bids

The bids shall be opened in single phase, and will take place on the **02nd of March 2017 at 1.00 PM** by the divisional tenders conference hall of the formal Senior Divisional Officer (SDO) office Eséka. Only bidders may attend or be duly represented. Representatives should provide valid procuration signed by a Public Security Officer.

14. Evaluation criteria

1- Main eliminatory criteria

- false declaration or falsified documents;
- non-compliance of Bid with the specifications of the Bidding Documents in accordance with the provisions of article 28 of the RFP;
- omission of a sub-detail of a quantified unit price;
- non-justification of execution of a building construction project ;
- Lead contractor less than Higher Technical Diploma in Civil or Rural Engineering at least BAC+2
- bid scoring less than 26 positive elements in the technical assessment;
- Absence of a methodological note in the technical bid.
- Bidders who have abandoned any contract in the past three (03) years.

2- Main qualification criteria

A - Presentation of the offer 02 elements

B - Reference of the company 07 elements

C - Managerial personnel 11 elements

D- Organization – planning - methodology 05 elements

E - Equipment 05 elements

15. Award

For each lot, the contract shall be awarded to the bidder who presents a qualified financial offer, evaluated as lowest bidder, and meets all administrative requirements. Offers not presented in three (03) volumes shall purely and simply be rejected.

Where a tenderer who fulfilled the technical criteria in his offers and is the lowest bidder for more than two lots, the Contracting Authority reserves the right to award the contract to the bidder of choice.

16. Validity of bids

Bidders will remain committed to their offers for ninety (90) days from the deadline set for the submission of tenders.

17. Complementary information

Complementary technical information may be obtained during working hours from the Divisional Delegation of Public Contracts at the Contract service on the phone number : 222 28 60 75 / 222 28 61 75.

Malpractices documented in the award of public contracts, call green number: 673 20 57 25 / 699 37 07 48.

Le

OFFICE NATIONAL DU CACAO ET DU CAFÉ

AVIS DE CONSULTATION N° 001/DC/ONCC/CPM/2017 DU 07 FEVRIER 2017 POUR LA FOURNITURE A L'OFFICE NATIONAL DU CACAO ET DU CAFE (ONCC) DU NECESSAIRE POUR LA CEREMONIE DE LANCEMENT DE LA CAMPAGNE CAFEIERE 2016/2017 (EN PROCEDURE D'URGENCE) FINANCEMENT : BUDGET DE L'OFFICE —EXERCICE 2017

FINANCEMENT
BUDGET AUTONOME (BA)

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

En vue d'organiser la cérémonie de lancement de la campagne caféière 2016/2017. Le Directeur Général de l'Office National du Cacao et du Café, Maître d'ouvrage lance en procédure d'urgence, pour le compte de l'Office National du Cacao et du Café (ONCC), dont le siège est à Douala un Avis de Consultation pour la fourniture du nécessaire de la cérémonie sus évoquée.

2. Cout Prévisionnel

Le budget pour la présente Demande est de 35 millions de FCFA

La livraison sera effectuée au siège de l'ONCC à Douala

3. Participation et origine

La participation à la présente Demande de Cotation est ouverte aux sociétés domiciliées au Cameroun.

4. Consultation du Dossier

Le Dossier peut être consulté au 9ème étage de l'immeuble siège à Bonanjo porte 9/5, tél: 233-42-59-36, dès publication du présent avis, "Pour toute tentative de Corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux n° 673 20 57 25 / 699 37 07 48".

5. Acquisition du Dossier

Le Dossier peut être retiré au 9ème étage de l'immeuble siège à Bonanjo porte 9/5, tél: 233-42-59-36, dès publication du présent avis, sur présentation du reçu de versement d'une somme non remboursable de **40 000 FCFA**, au compte spécial CAS-ARMP ouvert à la BICEC. "**Pour** toute tentative de Corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer **un SMS aux n° 673 20 57 25 / 699 37 07 48**"

6. Remises des offres

Le bordereau descriptif et quantitatif de ce nécessaire doit être rédigé en français ou en anglais, chiffré et présenté en **cinq (5) exemplaires**. Ces exemplaires, dont **un (1) original**, devront être déposés à la cellule des marchés de l'ONCC, sise au siège, porte 9/5, tél 233 42 10 48, au plus tard le **28 février 2017 à 12 heures**, locale et devront porter obligatoirement la mention suivante:

CONSULTATION
N° 001/DC/ONCC/CPM/2017 DU 07 FEVRIER 2017 POUR LA FOURNITURE A L'OFFICE NATIONAL DU CACAO ET DU CAFE. (ONCC) DU NECESSAIRE POUR LA CEREMONIE DE LANCEMENT DE LA CAMPAGNE CAFEIERE 2016/2017 (EN PROCEDURE D'URGENCE)

FINANCEMENT : Budget de l'Office —Exercice 2017

"Confidentiel — A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ".

7. Delai de Livraison

La livraison s'effectuera 5 jours après la notification de l'ordre de service.

8. Cautionnement Provisoire

Toute soumission doit être accompagnée d'une caution de soumission d'une durée de validité de 120 jours à compter de la date de dépôt des offres, d'un montant de sept cent mille FCFA **700 000**, délivrée par un établissement bancaire de premier ordre agréé par le Ministère en charge des Finances de la République du CAMEROUN.

9. Ouverture des Plis

L'ouverture des offres s'effectuera à l'immeuble ONCC à Douala, le **28 février 2017** à partir de **13h 00**, par la Commission de Passation des Marchés auprès de l'ONCC siégeant en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance de l'offre dont ils ont la charge.

10. Critères d'évaluation

Les critères éliminatoires de la présente demande de cotation sont les suivants :

- Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif ci-après La copie de la carte de contribuable certifiée par le service émetteur

- La copie de la patente certifiée par le service émetteur
- L'original du certificat d'imposition ;
- L'original de l'attestation de non redevance ;
- L'original de l'attestation de non-faillite délivrée par le greffe du T.P.I
- L'original de l'attestation de non redevance des cotisations de la CNPS
- La caution de soumission
- La domiciliation bancaire
- Le reçu de versement des frais d'Achat du D.A.O.
- L'original de l'attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'ARMP

11. Attribution

La lettre-commande sera attribuée au soumissionnaire le moins disant ayant présenté des offres administratives conformes.

12. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 90 jours à compter de la date limite de dépôt des offres susmentionnées

DOUALA le 7 Février 2017

Le DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

NYAKE BESONG Napoléon

DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL DU MINMAP DU DJA ET LOBO

AVIS DE CONSULTATION N° 001 /AC/PR/NIINMAP/SG/DR-S/DDDL/SPM-AG/2017 DU 03/02/2017 RELATIF A L'EXTENSION DU RESEAU INTRANET DE LA DELEGATION DEPARTEMENTALE MINEFOP DJA ET LOBO, REGION DU SUD

FINANCEMENT
BUDGET INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) , N/A
IMPUTATION
1504597

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'investissement Public exercice 2017, Le Délégué Départemental. Des Marchés Publics du DJA et LOBO, Autorité Contractante lance pour le compte du Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle un avis à consultation pour l'extension du réseau intranet de la Délégation Départementale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du Dja et Labo à Sangmélina en un lot.

2. Cout Prévisionnel

Le coût prévisionnel est d'un montant de **8 000 000Fcfa**

3. Allotissement

LOT UNIQUE : EXTENSION DU RESEAU INTRANET DE LA DDEFOP DJA ET LOBO A SANGMELIMA.

4. Participation et origine

La participation à cette consultation est ouverte aux Entreprises de droit camerounais ayant une expérience avérée dans le domaine.

5. Financement

La Fourniture des objets de la présente consultation est financée par : Le Budget d'investissements Publics-ressources transférées Exercice 2017.

6. Consultation du Dossier

Le dossier de consultation peut être **consulté et retiré auprès du Service de la Passation des Marchés de la Délégation Départementale MINMAP DU DJA ET LOBO à SANGMELIMA**

7. Acquisition du Dossier

Le dossier de consultation peut être consulté et retiré auprès du **Service de la Passation des Marchés de la Délégation Départementale MINMAP DU DJA ET LOBO à SANGMELIMA** contre présentation d'une quittance non remboursable d'un montant de **vingt mille(10 000) FCFA** payable au trésor public.

8. Remises des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un original et six (06) copies marqués comme tels, devra parvenir au Secrétariat du Délégué Départemental, MINMAP du DJA et LOBO à SANGMELIMA tél/fax 222 47 92 25 au plus tard le 06/03/2017 à 10 heures locale sous pli fermé. Au-delà de cette heure, aucune offre ne sera acceptée. Une offre régulièrement déposée ne pourra être ni modifiée, ni retirée et devra porter la mention :

CONSULTATION N°001/DC/PRIMINMAPIDR-S/DD- DL/SPM - AG/2017 DU 03/02/2017

RELATIVE A L'EXTENSION DU RESEAU INTRANET A LA DDEFOP-DJA ET LOBO à SANGMELIMA

« À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

9. Delai de Livraison

Le délai minimum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation de la fourniture objet de la présente demande de cotation est de un (01) mois.

10. Cautionnement Provisoire

le montant de la caution est de **160 000Fcfa**

11. Recevabilité des Offres

Les Offres devront être accompagnées chacune d'une caution de soumission de **CENT SOIXANTE MILLE (160 000) F CFA**, délivrée par un établissement bancaire agréé par le Ministère des Finances.

La Validité de cette caution devra être de **quatre-vingt-dix (90) jours**, pour compter de la date de dépôt des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produite en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément au listing prévu à l'article 3 du présent Règlement de Demande de cotation. Elles devront obligatoirement être datées de moins de trois (03) mois

12. Ouverture des Plis

Les offres seront dépouillées **le 06/03/2017 à 11Heures** dans la salle des conférences de l'hôtel des finances de Sangmélina par la Commission Départementale de Passation des Marchés Publics du DJA ET LOBO siégeant en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier.

Les offres devront être chiffrées hors taxes sur la valeur ajoutée (HTVA) et toutes taxes comprises (TTC) et accompagnées du modèle de soumission signé, cacheté et daté.

13. Critères d'évaluation

CRITERES ELIMINATOIRES

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et dossier de demande de

consultation sera systématiquement rejetée, notamment :

- l'absence d'une pièce de l'Article 3 du règlement de la consultation ;
- le non-respect des modèles des pièces du dossier de demande de cotation ;
- une fausse déclaration ; .
- une pièce falsifiée ; -absence de caution de soumission ; -non-conformité aux spécifications techniques majeures de la fourniture ;
- absence d'un prix unitaire quantifié ; -non-conformité du modèle de soumission ;
- l'abandon d'un chantier ;
- le dépassement de 200% des délais d'exécution d'un marché public ;
- la non-exécution d'au moins un marché similaire.

CRITERES ESSENTIELS

- le chiffre d'affaire supérieur ou égal à 15 000 000 FCFA ;
- la présentation générale de l'offre ;
- l'expérience générale du personnel ;-la disponibilité du matériel et des équipements.

NB : Les Chèques, mêmes certifiés, ne seront pas acceptés en lieu et place des cautions de soumission.

14. Attribution

Le Délégué Départemental MINMAP du DJA ET LOBO, Autorité Contractante, attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre aura été reconnue conforme pour l'essentiel à la demande de cotation, disposant des capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante et dont l'offre aura été évaluée **la moins- disante**

15. Durée Validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée de quatre-vingt-dix jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

SANGMELIMA le 3 Février 2017

Le DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL

DJANGANG NJENGA Armand Flaubert

MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N°00346 /ASMI/MINHDU/2017 DU 06 FEVRIER 2017 POUR LE RECRUTEMENT DES BET POUR LES ETUDES TECHNIQUES, LE CONTROLE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE REHABILITATION OU DE CONSTRUCTION DES VOIRIES EN TERRE OU REVETUES DANS CERTAINES VILLES DU CAMEROUN.

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Objet

Le présent avis de sollicitation à manifestation d'intérêt a pour objet la pré-qualification des Bureaux d'Etudes Techniques pour les études techniques, le contrôle et de surveillance des travaux d'entretien, de réhabilitation ou de construction des voiries en terre et revêtues dans certaines villes du Cameroun, toutes sources de financement confondues (Fonds Routier et Budget d'Investissement Public, etc.) pour l'exercice 2017 ou suivants.

2. Remises des offres

Les dossiers de candidature comportant les volumes 1 et 2, rédigés en français ou en anglais, devront être remis en trois (03) exemplaires dont un (01) original et deux (02) copies marqués comme tels, sous pli fermé et scellé à la Direction des Affaires Générales (Service des Marchés) du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise au 9^e étage porte 09T02 de l'immeuble Ministériel N° 1 (en face de la Poste Centrale), le **27 FEVRIER 2017 à 12 heures précises**, heure locale, avec la mention :

*« AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET
N° 00346 /ASMI/MINHDU/ 2017 DU 06 FEVRIER 2017
POUR LES ETUDES TECHNIQUES OU LE CONTROLE ET LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX D'ENTRETIEN,
DE REHABILITATION OU DE CONSTRUCTION DES VOIRIES EN TERRE OU REVETUES DANS CERTAINES
VILLES DU CAMEROUN. »*

3. Composition du dossier

Les BET qui souhaiteraient manifester leur intérêt à réaliser les prestations décrites ci-dessus devront fournir les pièces ci-après, présentées en deux (02) volumes :

Volume 1 (Pièces Administratives)

Le « Volume 1 » comprendra les pièces administratives suivantes datées d'au plus trois (03) mois à l'ouverture des plis:

- Une lettre de motivation dûment signée du candidat.
- Le candidat indiquera dans cette lettre pour quelles prestations elle soumissionne (études techniques et/ou contrôle et surveillance) ;
- La copie de la patente en cours de validité et certifiée conforme par le service émetteur ;
 - L'attestation de non-faillite délivrée par le Tribunal de Grande Instance du lieu de résidence du soumissionnaire (original);
 - L'original de l'attestation de non- exclusion des Marchés Publics délivrée par l'autorité compétente).

En cas de groupement de BET, les trois dernières pièces ci-dessus mentionnées doivent être fournies par chaque membre constitutif. Dans ce cas, le mandataire du groupement doit être formellement désigné par un acte joint au présent dossier.

Nota bene : L'absence ou la non-validité de l'une des pièces ci-dessus citées entraînera l'élimination du candidat.

Volume 2 (Dossier Technique)

La liste des experts-clés

Le candidat fournira la liste de son personnel-clé qu'il compte mobiliser pour la mission, à savoir :

Pour les études techniques :

- Un (01) Ingénieur de génie civil, Chef de mission, qualification Bac + 5 minimum, disposant d'au moins dix (10) ans d'expérience dans le domaine des études de construction/réhabilitation des routes revêtues. Il doit être inscrit à l'Ordre National des Ingénieurs du Génie Civil (ONIGC);
- Un (01) Ingénieur routier (Projeteur), ayant au moins le grade d'Ingénieur des Travaux de Génie Civil, disposant d'une expérience d'au moins cinq (05) années dans le domaine des études de construction ou réhabilitation des voiries revêtues. Il doit être inscrit l'ONIGC;
- Un (01) Ingénieur d'ouvrage d'art, ayant au moins le grade d'Ingénieur des Travaux de Génie Civil, disposant d'une expérience d'au moins cinq (05) années dans le domaine des études et/ou de contrôle des ouvrages d'art et/ou hydrauliques (ponts, dalots, etc.). Il devra être inscrit à l'ONIGC ;
- Un (01) Urbaniste, ayant au moins le niveau BAC + 4, disposant d'une expérience d'au moins cinq (05) années dans le domaine des études de projets de voiries urbaines ;
- Un (01) Socio-économiste, ayant au moins le niveau BAC + 4, disposant d'une expérience d'au moins cinq (05) années dans le domaine des études de projets de voiries urbaines ;
- Un (01) Géotechnicien, qualification minimale Bac + 3, ayant au moins cinq (05) ans d'expérience dans le domaine des études des travaux géotechniques des routes revêtues ;
- Un (01) Ingénieur Topographe, qualification minimale bac + 3, ayant une expérience professionnelle d'au moins cinq (05) ans dans le domaine des études routières ;
- Un (01) Environnementaliste diplômé (bac+4 minimum) de formation en études environnementales, disposant d'au moins cinq (05) ans d'expérience dans le domaine des études et/ou contrôle environnemental des routes revêtues.

Pour le contrôle et la surveillance:

- Un (01) Chef de mission : ayant au moins le grade d'Ingénieur des Travaux de Génie Civil, justifiant d'au moins cinq (05) ans d'expérience dans le contrôle et la surveillance des travaux d'entretien, de réhabilitation ou de construction des voiries urbaines. Il doit être inscrit à l'Ordre National des

Ingénieurs du Génie Civil (ONIGC);

- Trois (03) « Techniciens de suivi » ayant au moins le grade de Technicien Supérieur de Génie Civil et justifiant chacun d'au moins trois (03) ans d'expérience dans le contrôle et la surveillance des travaux d'entretien des voiries urbaines ;

- Un (01) Topographe, ayant au moins le grade de Technicien de Topographie et Cadastre et justifiant d'au moins trois (03) ans d'expérience dans les travaux routiers ;

- Un (01) Laborantin ayant au moins le grade de Technicien de Génie Civil et justifiant d'au moins trois (03) ans d'expérience dans le contrôle géotechnique des travaux routiers;

Il est rappelé que les fonctionnaires en service ne sont pas éligibles et toute offre comportant le CV d'un fonctionnaire sera rejetée.

Pour chaque personnel-clé ci-dessus, le candidat fournira les pièces suivantes datées de moins de trois (03) mois :

- Un curriculum vitae (CV) daté et signé par le concerné ;

- Copie certifiée conforme du diplôme;

- Preuve d'inscription à l'ONIGC pour l'Ingénieur Chef de mission, l'Ingénieur routier et l'Ingénieur Ouvrage d'art, uniquement;

Nota benne : La non- production de l'une de ces pièces entraînera, pour le personnel concerné, la note zéro (0).

Les références du BET

Le candidat produira la liste de ses références précisant :

? Le nombre d'années d'expérience en études techniques ou contrôle et la surveillance des travaux routiers ;

? Les prestations d'études techniques ou de contrôle et de surveillance des travaux d'entretien, de réhabilitation ou de construction des voiries urbaines pour les cinq (05) dernières années.

Pour être prise en compte dans l'évaluation, chaque référence en prestations similaires devra être justifiée par l'extrait du contrat comportant les premières et dernières pages, les pages de signatures, conjointement avec les attestations de bonne fin ou les procès-verbaux de réception correspondants délivrés par les services du Maître d'Ouvrage. Ces documents devront être clairs et lisibles.

Seules les références provenant des structures étatiques (ministères, mairies, sociétés de développements, etc.) seront acceptées.

Les moyens logistiques, techniques et matériels

Le candidat dressera la liste des moyens techniques et matériels qu'il compte mobiliser pour la réalisation des prestations. A cet effet, il produira une liste:

- Des moyens logistiques (véhicules, moyens de communication, etc.) avec justification de la propriété (photocopies certifiées des cartes grises ou des factures) ;

- Du matériel informatique et bureautique (ordinateur, imprimante, table traçante, photocopieuse) ;

- Des bureaux, armoires et classeurs, etc. présents au siège du BET, avec indication de l'âge (fournir les factures des fournisseurs) ;

- Du matériel géotechnique propre au candidat et susceptible d'être utilisé au cours du projet (fournir les factures des fournisseurs et tout autre document attestant la propriété de ce matériel)

- La liste de tout autre matériel topographique propre au candidat et susceptible d'être utilisé au cours de l'opération.

Pour le matériel à acquérir, la vérification se fera après l'attribution du marché auprès du BET concerné.

L'autorisation de vérification des déclarations

Cette autorisation, dûment signée du Directeur Général du BET ou du mandataire du groupement, devra permettre à Monsieur le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain de procéder à toute vérification jugée nécessaire pour s'assurer de l'exactitude des informations relatives à la référence ou aux matériels déclarés par le candidat. .

N.B : La localisation dudit matériel doit être précisée, étant entendu que des vérifications pourront être faites par le Maître d'Ouvrage en cas de besoin.

4. Critères d'évaluation

*. Critères éliminatoires

- Dossier administratif et technique non conformes aux prescriptions du présent avis ;
- Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- Note technique inférieure à 70 points sur 100 ;



- Avoir plus de 02 études en cours d'exécution au MINH DU ;
- Ingénieur Chef de mission non inscrit à l'ONIGC ;
- Ingénieur routier non inscrit à l'ONIGC ;
- Ingénieur ouvrage d'art non inscrit à l'ONIGC.

*. Critères essentiels

Le dossier technique sera évalué sur 100 points suivant les critères ci-après:

- Personnel 50 points
- Références 30 points
- Matériel 20 points

Seuls les candidats qui auront totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à 70 points sur 100 seront retenus.

La grille d'évaluation est la suivante :

a) Personnel (sur 50 points)

a-1) Pour les études techniques

1) Chef de mission : /10 points

1.1	Formation			
	Niveau		>=BAC + 5	
	Points	0	4	
1.2	Expérience au poste de Chef de mission			
	Niveau		>= 5 et	>= 10 ans
	Points	0	1	3
1.3	Expérience en études techniques routières			
	Niveau		>= 10 ans	
	Points	0	3	

2) Ingénieur routier (Projeteur): /6 points

2.1	Formation		
	Niveau		>= BAC+3
	Points	0	3
2.2	Expérience au poste de projeteur routier		
	Niveau		>= 5 ans
	Points	0	3

3) Ingénieur ouvrage d'art: /6 points

3.1	Formation		
	Niveau		>= BAC+3
	Points	0	3
3.2	Expérience au poste		
	Niveau		>= 5 ans
	Points	0	3

4) Urbaniste: /6 points

4.1	Formation		
	Niveau		>= BAC+3
	Points	0	3
4.2	Expérience au poste		
	Niveau		>= 5 ans
	Points	0	3

5) Socio-économiste: /6 points

5.1	Formation	
	Niveau	>= BAC+3
	Points	0 3
5.2	Expérience au poste	
	Niveau	>= 5 ans
	Points	0 3

6) Géotechnicien: /6 points

6.1	Formation	
	Niveau	>= BAC+3
	Points	0 3
6.2	Expérience au poste	
	Niveau	>= 5 ans
	Points	0 3

7) Topographe: /5 points

7.1	Formation	
	Niveau	>= BAC+3
	Points	0 2
7.2	Expérience en études routières	
	Niveau	>= 5 ans
	Points	0 3

8) Environnementaliste: /5 points

8.1	Formation		
	Niveau		>= BAC+4
	Points	0	2
8.2	Expérience en études routières		
	Niveau		>= 5 ans
	Points	0	3

a-2) Pour le contrôle et la surveillance des travaux

1) Chef de mission : /15 points

1.1	Formation			
	Niveau		>= BAC+3	
	Points	0	5	
1.2	Expérience au poste de Chef de mission			
	Niveau		>= 2 et	>= 5 ans
	Points	0	3	5
1.3	Expérience en contrôle et surveillance des travaux de voiries urbaines			
	Niveau		>= 2 et	>= 5 ans
	Points	0	3	5

2) Techniciens de suivi (8x3=24 points):

- Technicien de suivi n°1 : /8 points

2.1	Formation			
	Niveau		>= TSGC	
	Points	0	4	
2.2	Expérience dans le contrôle et surveillance des travaux de voiries urbaines			
	Expérience		>= 2 et	>= 5 ans
	Points	0	1	2
	Nb de projets	=1	=2	>= 3
	Points	0	1	2

- Technicien de suivi n°2 : /8 points

2.1	Formation			
	Niveau		>= TSGC	
	Points	0	4	
2.2	Expérience dans le contrôle et surveillance des travaux de voiries urbaines			
	Expérience		>= 2 et	>= 5 ans
	Points	0	1	2
	Nb de projets	=1	=2	>= 3
	Points	0	1	2

- Technicien de suivi n°3 : /8 points

2.1	Formation			
	Niveau		>= TSGC	
	Points	0	4	

2.2	Expérience dans le contrôle et surveillance des travaux de voiries urbaines			
	Expérience		>= 2 et	>= 5 ans
	Points	0	1	2
	Nb de projets	=1	=2	>= 3
	Points	0	1	2

3) Topographe : /5 points

	Formation		
	Niveau	>= Technicien Topo Cadastre	
	Points	0	2

3.2	Expérience dans les travaux routiers			
	Niveau		>= 3 ans	
	Points	0		3

4) Géotechnicien : /6 points

4.1	Formation			
	Niveau		>= Technicien Génie Civil	
	Points	0		3

4.2	Expérience dans le contrôle et surveillance des travaux de voiries urbaines			
	Niveau		>= 3 ans	
	Points	0		3

b) Références du BET (sur 30 points)

- Ancienneté du BET / 5 pts (0,5 pt / année)
- Expérience justifiée en études techniques ou contrôle et surveillance des travaux routiers / 10 pts (2 pts/études réalisées ou projet contrôlé) ;
- Expérience justifiée en études techniques ou contrôle et surveillance des travaux de voiries urbaines / 15 pts (3 pts/études réalisées ou projet contrôlé).

NB : Les contrats de sous-traitance

c) Matériel du BET (20 points)

- Pick-up ou autre véhicule de liaison / 6 pts (2 pts/véhicule) ;
- Ordinateurs / 2 pts (0,5 pt / unité) ;
- Imprimantes / 2 pts (0,5 pt / unité) ;
- Photocopieuses / 1 pt (0,5 pt / unité) ;
- Table traçante / 1 pts ;
- Logiciels d'études routières (Piste et autres) / 2 pts ;
- Matériel topo / 3 pts (distance mètre=1pt ; chaîne=0,5pt ; théodolite=1pt ; porte-mire=0,5pt ou station totale=3pts) ;
- Matériel de laboratoire géotechnique 3 pts (balance=0,5pt ; jeu de tamis=0,5pt ; moule Proctor=0,5pt ; densitomètre à membrane=0,5pt, étuve =0,5pt ; appareil de Casagrande =0,5pt).

5. Renseignements Complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire d'ordre technique, s'adresser à la Direction des Opérations Urbaines, téléphone 22 21 99 18 /22 21 99 21.

6. Evaluation et publication des resultats

L'avis d'appel d'offres restreint tient lieu de publication du résultat de la pré-qualification.

Les BET retenus à l'issue du présent ASMI seront consultés dans le cadre de l'appel d'offres national restreint pour les études techniques ou le contrôle et la surveillance des travaux d'entretien, de réhabilitation ou de construction des voiries en terre ou revêtues dans certaines villes du Cameroun, conformément à l'article 12 du décret n°2004/275 portant Code des Marchés Publics au Cameroun.

YAOUNDE le 6 Février 2017

Le *MINISTRE*

MBWENTCHOU JEAN CLAUDE

MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN

**AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERÊT N°00343/ASMI/MINHDU/2017 DU 06 FEVRIER
2017 POUR L'ELABORATION D'UN GUIDE DE L'AUTO-CONSTRUCTION AU TITRE DE L'EXERCICE
BUDGETAIRE 2017 ET SUIVANT.**

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

Dans le Document « Vision 2035 », l'un des objectifs stratégiques pour améliorer les conditions et le cadre de vie des populations camerounaises est la mutation des villes en vecteur de croissance et de création des richesses. Pour atteindre cet objectif, le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE 2009) précise que la stratégie à mettre en œuvre dans le sous-secteur de l'habitat et du développement urbain visera à « réduire de façon significative la proportion de l'habitat indécemment en milieu urbain ».

Cet objectif entre en droite ligne avec l'objectif 11 fixé par les Objectifs de Développement Durable (ODD) définis par les Nations Unies. Il s'agit, en l'occurrence pour les pays membres des Nations Unies : « de faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables ». En d'autres termes, tout individu doit disposer d'un logement abordable et sûr, et, l'Etat doit mettre en place les conditions idoines pour la construction des logements durables et résilients en utilisant autant que possible les matériaux locaux.

En effet, il est manifeste de constater que dans les villes camerounaises, à l'instar des villes de l'Afrique Centrale, ce sont les actions et les interventions de particuliers qui façonnent les espaces urbains. D'après le Rapport diagnostic sur l'évaluation des capacités des acteurs publics et privés du secteur de l'habitat social réalisée par l'ex-MINDUH en 2009, il a été relevé clairement que l'auto-construction représente près de 97% de la production annuelle de logements au Cameroun. Elle se traduit par la manifestation de la volonté d'un individu à satisfaire son besoin primaire vital, se loger, en construisant soi-même sa maison ou avec l'aide d'artisans ou dans une moindre mesure, de professionnels de la construction.

C'est par conséquent le facteur nodal de la caractérisation des espaces urbains et ruraux, et la vitrine des quartiers de nos villes.

Au regard de l'importance de l'auto construction tant dans l'occupation des sols que dans la construction des logements, le Gouvernement a eu à entreprendre plusieurs études en vue d'accompagner les auto-constructeurs.

A ce jour, l'incidence de ces nombreuses études n'a pas connu des effets significatifs dans l'amélioration des conditions et du cadre de vie des populations, notamment le « Guide pratique d'auto-construction en terre » dont le but visé était d'aider tous ceux qui participent à la construction d'une maison en terre, de mieux la construire et surtout, de sensibiliser et de vulgariser les différentes techniques de production et de mise en œuvre du matériau terre.

La production de ce guide n'a pas levé tous les questionnements relatifs à l'auto-construction au Cameroun, car sa présentation et la pertinence de son contenu n'ont pas été adaptées à la cible, les autos constructeurs, qui ne sont pas généralement des professionnels de la construction, alors qu'ils ont la propension de réaliser leur logement à moindre coût avec des matériaux semi-durables, voire durables.

C'est fort de ce qui précède que le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain s'emploie à élaborer un Guide de l'auto-construction plus adapté à la cible, et qui puisse répondre à la nécessité de construire des logements décentes, sûrs et abordables, et par conséquent contribuer à l'amélioration de la qualité de l'habitat urbain et rural.

2. Objet

Le présent avis de sollicitation à manifestation d'intérêt a pour objet la pré-qualification des Cabinets et Bureaux d'Etudes Techniques Nationaux devant participer à l'Appel d'Offre National Restreint relatif à la réalisation de l'étude portant sur l'élaboration d'un guide de l'auto-construction, inscrit au Budget d'Investissement Public et lancé par le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, au titre de l'exercice 2017.

Cette étude permettra de mettre à la disposition des populations, un guide explicatif, technique simplifié et illustré permettant de construire leur logement, selon les différents matériaux utilisés dans leur environnement proche.

Cette partie d'étude est composée de trois (03) phases :

• La phase 1, Elaboration du rapport de mise en œuvre

Ce rapport de mise en œuvre fera ressortir les éléments ci-après :

- La méthodologie qui permettra d'atteindre les résultats attendus de l'étude (le Consultant devra proposer des améliorations sur les termes de référence en présentant ses limites) ;

- les définitions des concepts qui pourront permettre d'avoir une compréhension commune des termes utilisés dans l'étude par exemple : Guide, Auto-construction, Matériaux locaux de construction, Matériaux semi-définitifs de construction, Caractéristiques mécaniques et techniques des matériaux, etc.

- La problématique de l'auto-construction, les difficultés de ce secteur;

- L'établissement d'un état des lieux préliminaires qui portera essentiellement sur la recherche documentaire et aboutira à l'analyse des résultats des études menées ou en cours dans le cadre de la construction et de l'auto-construction. Cet état des lieux consistera également pour le consultant à faire une description physique de la zone de l'étude et les conditions adéquates de sa réalisation pour atteindre efficacement les objectifs escomptés

- Le programme détaillé des activités menées et à mener ;

- Le personnel clé de la mission, la définition des tâches de chacun ainsi que l'organigramme ;

- Le matériel et la logistique à mettre en œuvre pour le bon déroulement de l'étude ;

- Les annexes diverses (les fiches d'enquêtes ainsi que la méthode d'enquête à utiliser, la méthodologie des essais techniques des matériaux usités localement, bibliographie, etc.)

• La phase 2, état des lieux et caractérisation des matériaux semis-définitifs usités localement

L'état des lieux a pour objectif d'identifier et d'inventorier les matériaux semi-définitifs ou définitifs couramment utilisés dans la zone de l'étude et d'en déterminer leurs caractéristiques mécaniques et techniques adaptées à la construction.

Les résultats des enquêtes, sondages, essais seront consignés dans le rapport d'état des lieux et caractérisation des matériaux locaux usités. Ce rapport devra donc présenter entre autres :

- Une description administrative et physique de la zone d'étude ;

- La méthodologie des enquêtes et d'échantillonnage utilisée ;

- Les résultats des enquêtes effectuées sur les types de matériaux utilisés suivant les différentes parties d'ouvrage de construction d'un logement ;

- Une note descriptive sur la disponibilité des matériaux primaires utilisés dans la zone assortie d'une cartographie ;

- La méthode de prélèvements et les résultats des essais géotechniques, techniques et mécaniques effectués sur les matériaux ;

- La formulation des mélanges pour obtenir un matériau secondaire semi-durable ou durable ainsi que leurs caractéristiques mécaniques et techniques, avec un accent mis sur les composants du mélange accessible localement et à moindre coût.

Enfin, le consultant proposera une esquisse du futur Guide.

• La phase 3, guide de l'auto-construction en zone du grand sud :*

Sur la base de la description de l'état des lieux, objet de l'étude à l'étape 1, le Consultant élaborera un guide de l'auto constructeur. Ce document décrira principalement d'une part les techniques et procédés de construction suivant chaque type de matériaux semi-définitifs ou définitifs identifiés dans la zone, de la fondation à la finition, présentés de façon didactique et illustrée, et d'autre part les dispositions utiles, administratives et juridiques à prendre pour auto construire, ainsi que les étapes et les acteurs qui interviennent dans le processus d'auto construction au Cameroun.

Ce guide se limitera sur la construction des logements en plain-pied, et sur la description d'au plus trois matériaux locaux identifiés pour chaque partie d'ouvrage, contiendra entre autres :

- Un bref aperçu du cadre juridique et institutionnel de l'auto-construction existant;

- Les précautions administratives, techniques et urbanistiques à prendre pour choisir le site de construction ;

- Les différentes étapes de la construction (de l'achat du terrain jusqu'à l'achèvement de la construction proprement dite);

- Les techniques d'implantation du bâtiment ainsi que les outils élémentaires ;

- Les techniques et procédés de construction des différentes parties d'ouvrage du bâtiment, suivant le type de matériaux utilisés ;

- Les précautions à prendre, ainsi que les techniques de fournitures ou poses des installations électriques et sanitaires ;

- Les normes de fabrication, de production, de dosage ou de formulation des mélanges d'un produit fini de construction (briques, parpaings, ...);

- Une évaluation sommaire du coût de construction d'un T4 en fonction de chaque matériau utilisé dans la zone de l'étude;

- Des brochures de conseils pratiques.

Le Consultant fera des graphiques et des schémas, ou appuiera d'images montrant les différentes techniques ou procédés proposés et suivant les différentes étapes de la construction.

Ces trois phases font l'objet de cette ASMI.

3. Financement

Les prestations, objet du présent Appel à Manifestation d'Intérêt, seront financées par le Budget d'Investissement Public (BIP) du MINH DU, Exercice 2017 et suivant.

4. Remises des offres

Les Dossiers de candidature, rédigés en français ou en anglais, doivent être remis en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies marqués comme tels, sous pli fermé et scellé à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise à l'Immeuble Ministériel N°1 (Face Poste centrale, porte 09T02, au plus tard le **27 FEVRIER 2017 à 12 heures** avec la mention :

*« AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTÉRÊT
N°00343/ASMI/MINH DU/2017 DU 06 FEVRIER 2017
POUR L'ELABORATION D'UN GUIDE DE L'AUTO-CONSTRUCTION AU TITRE DE L'EXERCICE BUDGETAIRE
2017 ET SUIVANT »*

5. Composition du dossier

Les candidats à cet appel à manifestation d'intérêt devront fournir les pièces ci-après, réunies en un seul volume :

Partie 1 : Pièces Administratives

La « Partie 1 » comprendra les documents administratifs suivants (originaux ou copies certifiées conformes selon les cas, dates d'au plus trois (03) mois et valables pour l'exercice en cours) :

- a) Une lettre timbrée de motivation dûment signée du candidat ;
- b) La copie de la patente en cours de validité et certifiée conforme par le service émetteur ;
- c) La copie certifiée conforme de la carte de contribuable ;
- d) L'original de l'attestation de non-faillite délivrée par l'autorité compétente du domicile du consultant ;
- e) L'original de l'attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP).

Nota benné :

1) Le Consultant qui n'est pas installé au Cameroun produira uniquement les pièces a et d ci-dessus citées ;

2) En cas de groupement et sous réserve des dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus :

- Le Consultant devra produire une convention de groupement qui désignera formellement le mandataire ;
- Le mandataire est tenu de produire toutes les pièces sus-évoquées ;
- Les membres sont astreints à produire la pièce e (s'ils sont installés au Cameroun) ou d (s'ils ne le sont pas).

Il est précisé que l'absence ou la non-validité de l'une des pièces ci-dessus citées entrainera l'élimination du candidat.

Partie 2 : Dossier Technique

La liste des experts clés du Consultant

Le soumissionnaire présentera les Curricula vitae et copies des diplômes des personnels clés susceptibles d'être mobilisés pour l'exécution des prestations, à savoir :

(1). Un Chef de Mission, Architecte, inscrit à l'ONAC, justifiant d'au moins dix (10) ans d'expérience, ayant conduit au moins deux (02) études dans le domaine de construction en matériaux locaux et d'élaboration de cahiers de charges techniques.

(2). Un ingénieur de conception de génie civil, de qualification minimale de BAC+5, ayant au moins dix (10) d'ancienneté dans la profession et justifiant d'une expérience dans la recherche sur la résistance des matériaux (RDM) de construction, notamment en matériaux locaux ;

(3). Un Ingénieur Géotechnicien, de qualification minimale BAC+3, justifiant au moins de cinq (05) ans d'expérience et d'au moins 03 études d'analyse du Sol et des matériaux de construction;

(4). Trois Experts en enseignements techniques (Electricité, Maçonnerie et Menuiserie bois) ayant au moins six (06) ans d'expérience dans l'enseignement (si c'est un fonctionnaire, il doit être disponible);

(5). Deux graphistes-dessinateurs, de qualification minimale BAC en dessin du bâtiment ou artistique, justifiant au moins de trois (03) ans d'expérience et ayant participé à deux projets recourant aux graphismes ou illustrations.

(6). Un cartographe, de qualification minimale BAC + 2, d'un diplôme de technicien en cartographie, justifiant au moins de trois (03) ans d'expérience et ayant participé à deux projets recourant aux travaux de cartographie.

(7). Un Environnementaliste, de qualification minimale BAC+3, justifiant au moins de cinq (05) ans d'expérience et d'au moins 03 études environnementales en matière de construction des logements.

Les références du Cabinet

Le Cabinet produira la liste de ses références réalisées dans les domaines ci-après, pendant les dix (10) dernières années :

- Références dans le domaine des études techniques de construction des logements en matériaux locaux, au moins deux (02) au Cameroun ou en Afrique;
- Références dans le domaine géotechnique sur l'identification et la caractérisation des matériaux de construction, au moins deux.

Pour être prise en compte dans l'évaluation, chaque référence en prestation de même nature et de même importance devra être justifiée par la copie, de l'extrait du contrat comportant les première et dernière pages, conjointement avec l'attestation de bonne fin ou le procès-verbal de réception afférent au projet concerné. Ces documents devront être clairs et lisibles pour faire ressortir : le nom du Maître d'Ouvrage et le lieu d'exécution du projet.

Les moyens logistiques, techniques et matériels

Le soumissionnaire devra justifier de la propriété des moyens logistiques, techniques et matériels en sa possession nécessaires à la réalisation des prestations. A cet effet, il produira une liste de matériels ci-après :

1. Moyens logistiques (véhicules, moyens de communication, etc.) avec justification de la propriété (photocopies certifiées des cartes grises ou des factures) ;

2. Moyens techniques et matériels avec justification de la propriété

La liste du matériel informatique, bureautique et de géotechnique (ordinateur, imprimante, scanner, photocopieuses, logiciels de traitement de texte et d'images, etc.) présents au siège du Cabinet ;

NB : la localisation dudit matériel doit être précisée, étant entendu que des vérifications pourront être faites par le Maître d'Ouvrage en cas de besoin.

Une attestation de capacité financière

Cette attestation devra être délivrée par une banque agréée par le Ministère des Finances selon les conditions de la COBAC, et précisant que le soumissionnaire peut pré financer les prestations à hauteur de 15 millions de F CFA.

6. Critères d'évaluation

*. Critères éliminatoires :

- Dossier non conforme aux prescriptions du présent avis ;
- Fausse déclaration / pièce falsifiée ;
- Plus de deux (02) études en cours d'exécution au MINHDU et des contrats non achevés ou en cours de résiliation ;
- Note technique inférieure à 70 points sur 100 ;
- Présentation d'un dossier de fonctionnaire en service et indisponible.

*. Critères essentiels d'évaluation

L'évaluation de la qualité des offres techniques sera faite sur 100 points sur la base des critères ci-dessous :

- Personnel : 50 points
- Références : 25 points
- Matériel : 15 points
- Plan de travail et méthodologie proposés : 10 points.

Seuls les candidats qui auront totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à soixante-dix (70) points sur cent seront retenus.

7. Renseignements Complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise au 9^e étage-porte 02 de l'Immeuble Ministériel N°1 (Face Poste Centrale), ou à la Direction de l'Habitat Social et de la Promotion Immobilière, sise au 6^{ème} étage de l'Immeuble Ministériel N°1 (Face Poste Centrale).

8. Evaluation et publication des resultats

Les candidats retenus à l'issue de cette évaluation seront consultés dans le cadre de l'Appel d'Offre National Restreint conformément à l'article 12 du décret n° 2004/275 portant code des Marchés Publics au Cameroun.

YAOUNDE le 6 Février 2017

Le MINISTRE

MBWENTCHOU JEAN CLAUDE

MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN

**AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTÉRÊT N°00345/ASMI/MINHDU/2017 DU 06 FEVRIER
2017 POUR L'ELABORATION DES ETUDES ARCHITECTURALES ET TECHNIQUES EN VUE DE LA
CONSTRUCTION DES LOGEMENTS SOCIAUX AU CAMEROUN AU TITRE DE L'EXERCICE BUDGETAIRE
2017 ET SUIVANT.**

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

En vue de promouvoir le développement social et économique du peuple camerounais, le Chef de l'Etat a défini sa Vision du développement du Cameroun à l'horizon 2035, qui vise à faire du Cameroun, un Pays émergent à l'horizon 2035. Fort du diagnostic issu du recensement général de la population et de l'habitat de 2005, le Gouvernement a mis en place une stratégie consignée dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi, dont l'un des principaux objectifs du sous-secteur de l'habitat et des infrastructures urbaines est la construction de 17.000 logements sociaux et l'aménagement de 50.000 parcelles de terrain constructibles à l'horizon 2020. Pour y parvenir, un Programme Gouvernemental de construction de 10.000 logements sociaux et d'aménagement de 50.000 parcelles constructibles a été lancé le 23 décembre 2009 à Yaoundé, avec pour objectif de contribuer à la résorption de ce déficit en logements, tout en se positionnant comme une référence méthodologique en matière de production publique.

Il se déploie en ce moment, dans les deux principales métropoles nationales, que sont Yaoundé et Douala.

La première phase qui consiste en la construction de 1 675 logements, confiée aux Petites et Moyennes Entreprises Camerounaise (PME), a rencontré beaucoup de difficultés quant à sa mise en œuvre, notamment :

- *. Au plan conceptuel, technique et opérationnel :
 - l'absence des études détaillées de faisabilité avant le lancement des travaux ;
 - la sélection des entreprises exclusivement par procédure de gré à gré ;
 - la non définition de la cible permettant de définir les niveaux d'aménagement, d'équipement, et le standing architectural.
- *. Au plan foncier :
 - l'insuffisance du patrimoine existant de l'Etat ;
 - et la non-sécurisation des assiettes foncières existantes.
- *. Au plan financier :
 - l'insuffisance du fonds de roulement de départ (25 milliards FCFA pour un programme qui a été estimé à environ 300 milliards FCFA).

Ces difficultés viennent ainsi confirmer les résultats de l'étude de cadrage effectuée en 2006/2007, sur financement de la Banque Mondiale, et qui a permis d'identifier, entre autres besoins, la nécessité d'élaborer un véritable test grandeur nature d'une opération de logements sociaux.

C'est dans ce sens que se situe la présente étude, dont des investigations menées dans la première phase seront effectuées dans les quatorze (14) communautés urbaines du Cameroun (Yaoundé, Douala, Ebolowa, Kribi, Limbé, Kumba, Bamenda, Nkongsamba, Edéa, Bertoua, Bafoussam, Garoua, Maroua, et Ngaoundéré). Cette étude permettra d'aboutir à terme à la normalisation de logements sociaux dans le contexte Camerounais, et surtout à la minimisation des coûts de production des logements adaptés aux contextes techniques, sociales et environnementales de chaque ville ciblée.

2. Objet

Le présent avis de sollicitation à manifestation d'intérêt a pour objet la pré-qualification des Cabinets et Bureaux d'Études Techniques Nationaux devant participer à l'Appel d'Offre National Restreint relatif à la réalisation de l'étude portant sur l'élaboration des études architecturales et techniques en vue de la construction des logements sociaux au Cameroun, inscrit au Budget d'Investissement Public et lancé par le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, au titre de l'exercice 2017.

Cette étude vise la conception architecturale et technique des modèles de logements sociaux, basés sur le rapport qualité prix, pour la production des logements décentes à coûts réduits, qui soient accessibles aux classes sociales défavorisées, s'inspirant du contexte local des lieux ciblés.

Cette partie d'étude est composée de trois (03) phases :

*. La phase 1, Elaboration du rapport de mise en œuvre

Ce rapport fera ressortir les éléments ci-après :

- Les définitions des concepts clés de la mission ;
- La méthodologie qui permettra d'atteindre les résultats attendus de l'étude (le consultant devra proposer des améliorations sur les termes de référence en ressortant ses limites) ;
- Le programme détaillé et les plannings (planning de la mission et planning du personnel clé) des activités à mener ;

- Le personnel clé de la mission et la matrice des responsabilités ;
- La logistique à mettre en œuvre pour le bon déroulement de la mission ;

- Les annexes diverses (la bibliographie, les acronymes etc.)

*. La Phase 1 : Programme architecturale et technique

Le Consultant devra effectuer des descentes dans les (14) quatorze Communautés Urbaine du Pays, pour procéder à une analyse physique, socioculturelle dans chacune des villes concernées.

A cet effet, il devra faire dans une première partie, une analyse sur :

- l'environnement physique (climat, relief, sol, végétation,...) ;
- le mode d'habiter dominant dans la zone, notamment celui des populations à faible revenus ;
- le mode dominant d'occupation des parcelles ;
- les matériaux disponibles et couramment utilisés pour la construction des logements ;
- le niveau d'accès aux services urbains et sociaux de base ;
- le coût des matériaux utilisés pour la construction.

Au terme de cette analyse, le Consultant devra proposer un programme architectural et technique mettant en exergue les caractéristiques liées à chaque zone de l'étude.

*. La Phase 2 : Esquisses

Suite à la validation du programme architectural et technique, le Consultant procèdera à l'élaboration des esquisses de trois variantes de chaque type de logements (logements individuels :

T4 et T5 en plains pieds, logements collectifs en R+3 : T3, T4 et T5.) et sur chaque site de l'étude.

Ces modèles devront nécessairement tenir compte de :

- la politique nationale de promotion et de valorisation des matériaux locaux ;
- la nécessité de la promotion et de la valorisation du patrimoine architectural local ;
- la nécessaire maîtrise des coûts de construction et d'exploitation sans préjudice de la durabilité du projet ;
- l'environnement ;
- la culture ;
- le patrimoine de la région.

Cette phase fera l'objet d'un rapport intermédiaire, qui comprendra deux parties : un mémoire technique et un dossier des plans.

Le mémoire technique est un document à caractère descriptif, explicatif et justificatif, renfermant les éléments ci-après, non exhaustifs :

- les principales données disponibles sur le périmètre

d'intervention (à titre de rappel) ;

- l'indication des bases d'évaluation détaillée des dépenses afférentes à l'exécution (bordereau des prix unitaires et sous détail des prix), et de l'incertitude qui y est attachée ;
- une justification des options architecturales choisies ;
- la présentation des avantages et inconvénients des différentes variantes de chaque type de logements (logements individuels : T4 et T5 en plaines pieds, logements collectifs en R+3 : T3, T4 et T5.) ;
- un avant-métré sommaire.

Le dossier des plans comprend, pour chaque ville, 03 variantes de plans architecturaux (distributions, façades, coupes, toitures, volumétrie, etc.) à l'échelle 1/100e, pour chaque type de logements (logements individuels : T4 et T5 en plaines pieds, logements collectifs en R+3 : T3, T4 et T5.)

A l'issue de cette phase, seules deux (02) variantes seront retenues pour chaque type de logements et pour chacune des villes ciblées.

*. Phase 3 : Avant-projet Sommaire (APS)

Le dossier d'Avant-projet Sommaire comprend deux parties :

1) Un mémoire à caractère descriptif, explicatif et justificatif, consacré à :

- La description des ouvrages et de leurs principaux composants de construction, dans la mesure où c'est nécessaire pour la compréhension des plans, et en tout état de cause pour expliquer les modes de construction ainsi que l'adéquation aux standards d'occupation et d'utilisation ;
- L'indication des lots techniquement homogènes (travaux préliminaires, terrassements, etc.) qui donneront lieu chacun à une spécification particulière ;
- Les options en matière de traitement des façades et de protection ;
- Le choix de l'ossature porteuse, du type de toiture ;
- Les options en matière de lots technologiques (plomberie, électricité) ;
- Le coût estimatif détaillé du projet ramené au m² par type de plans.

2) Un dossier technique des ouvrages, comprenant :

Les pièces graphiques :

- Les plans architecturaux : vue en plan (aménagé et cotés), coupes, façades, toiture, à l'échelle 1/50e ;
- Les images de synthèse pour toutes les façades, montrant les détails des composantes ;
- Les plans des éléments répétitifs, et les plans de détail à l'échelle 1/20e ;
- Les plans de plomberie alimentation et évacuation ;
- Les plans d'électricité courant fort/courant faible (électricité, téléphone, informatique, etc.) ;
- Les plans de structure : fondations (indicatives) et superstructure, charpente détaillée ;
- Plans détaillés de structure (coffrage) avec leurs nomenclatures, détails de construction, notes de calcul et justificatifs.

Les pièces écrites :

- Le devis descriptif des lots architecturaux et technologiques, qui sera établi lot par lot et en fonction des articles portés au devis quantitatif. Chaque article sera décrit dans le détail tant sur la mise en œuvre que sur la qualité exigée et les méthodes de contrôle, ainsi que le descriptif de position. Pour les équipements techniques, les marques ou références devront être précisées ;
 - Les notes de calcul de la structure (sans les semelles), et des lots technologiques ;
 - L'avant métré ;
 - Le devis quantitatif et estimatif détaillée des travaux, qui énumère les diverses quantités nécessaires en s'appuyant sur l'avant métré.
 - Le cahier des sous-détails de prix des devis, qui précisera la consistance de chaque prix unitaire en fonction du site de l'étude.
- Le Consultant devra produire pour chaque variante de chaque type

de logements, et pour chaque site de l'étude, les pièces écrites et graphiques.

NB : Le délai prévu pour l'exécution de ladite étude est de treize (13) mois : 08 mois pour la tranche ferme en 2017 et 05 mois pour la tranche conditionnelle en 2018

3. Financement

Les prestations, objet du présent Appel à Manifestation d'Intérêt, seront financées par le Budget d'Investissement Public (BIP) du MINHDU, Exercice 2017 et suivant.

4. Remises des offres

Les Dossiers de candidature, rédigés en français ou en anglais, doivent être remis en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies marqués comme tels, sous pli fermé et scellé à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise à l'Immeuble Ministériel N°1 (Face Poste centrale, porte 09T02, au plus tard le **27 FEVRIER 2017 à 12 heures** avec la mention :

*AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTÉRÊT
N°00345/ASMI/MINHDU/2017 DU 06 FEVRIER 2017*

*POUR L'ELABORATION DES ETUDES ARCHITECTURALES ET TECHNIQUES EN VUE DE LA CONSTRUCTION
DES LOGEMENTS SOCIAUX AU CAMEROUN
AU TITRE DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2017 ET SUIVANT.*

5. Composition du dossier

Les candidats à cet appel à manifestation d'intérêt devront fournir les pièces ci-après, réunies en un seul volume :

Partie 1 : Pièces Administratives

La « Partie 1 » comprendra les documents administratifs suivants (originaux ou copies certifiées conformes selon les cas, dates d'au plus trois (03) mois et valables pour l'exercice en cours) :

- a) Une lettre timbrée de motivation dûment signée du candidat ;
- b) La copie de la patente en cours de validité et certifiée conforme par le service émetteur ;
- c) La copie certifiée conforme de la carte de contribuable ;
- d) L'original de l'attestation de non-faillite délivrée par l'autorité compétente du domicile du consultant ;
- e) L'original de l'attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP).

NB :

- 1) Le consultant qui n'est pas installé au Cameroun produira uniquement les pièces a et d ci-dessus citées ;
- 2) En cas de groupement et sous réserve des dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus :

- Le consultant devra produire une convention de groupement qui désignera formellement le mandataire ;
- Le mandataire est tenu de produire toutes les pièces sus-évoquées ;
- Les membres sont astreints à produire la pièce e (s'ils sont installés au Cameroun) ou d (s'ils ne le sont pas).

Il est précisé que l'absence ou la non-validité de l'une des pièces ci-dessus citées entraînera l'élimination du candidat.

Partie 2 : Dossier Technique

La liste des experts clés de la firme

Le soumissionnaire présentera les Curricula vitae et copies des diplômes des personnels clés susceptibles d'être mobilisés pour l'exécution des prestations, à savoir :

*. Un Chef de Projet, Architecte (inscrit à l'ONAC) :

- Formation BAC+5 minimum ;
- Expérience minimale :
? coordination d'au moins cinq (05) études similaires en tant que Chef de mission ;
? dix (10) ans dans le domaine des études architecturales de bâtiments ;

- Un Ingénieur de Génie civil (inscrit à l'ONIGC) :
- Formation d'Ingénieur Génie Civil (BAC+5 minimum)
- Expérience minimale :

- ? cinq (07) ans d'expérience et ayant participé comme Ingénieur de Génie Civil à la réalisation d'au moins trois (03) études similaires ;
- Un Architecte Junior (inscrit à l'ONAC):

- Formation BAC+5 minimum ;
- Expérience minimale :
? deux (02) ans dans le domaine des études architecturales de bâtiments, et ayant participé comme Architecte junior à la réalisation d'au moins une (01) étude similaire ;
- Un Technicien Supérieur en électrotechnique ;
- Formation électrotechnicien (BAC+2 minimum) ;
- Expérience minimale :
? cinq (05) ans d'expérience, et ayant participé à la réalisation d'au moins trois (03) études similaires ;
- Un Technicien Supérieur en plomberie ;
- Formation en plomberie ou génie rural (BAC+2 minimum) ;
- Expérience minimale :
? cinq (05) ans d'expérience, et ayant participé à la réalisation d'au moins trois (03) études similaires ;
- Deux Dessinateurs/Projeteurs ;
- Formation Bac +2 minimum en Génie Civil ;
- Expérience minimale :
? cinq (05) ans d'expérience et ayant participé à la réalisation d'au moins deux (02) études similaires ;
- Deux Métreurs ;
- Formation Bac +2 minimum en Génie Civil ;
- Expérience minimale :
? cinq (05) ans d'expérience et ayant participé à la réalisation d'au moins deux (02) études similaires.

Les références du Cabinet

Le Cabinet produira la liste de ses références réalisées dans les domaines ci-après, pendant les dix (10) dernières années :

- Références dans le domaine des études techniques de construction des logements en matériaux locaux, au moins deux (02) au Cameroun ou en Afrique;
 - Références dans le domaine géotechnique sur l'identification et la caractérisation des matériaux de construction, au moins deux ;
- Pour être prise en compte dans l'évaluation, chaque référence en prestation de même nature et de même importance devra être justifiée par la copie, de l'extrait du contrat comportant les première et dernière pages, conjointement avec l'attestation de bonne fin ou le procès-verbal de réception afférent au projet concerné. Ces documents devront être clairs et lisibles pour faire ressortir : le nom du Maître d'Ouvrage et le lieu d'exécution du projet.

Les moyens logistiques, techniques et matériels

Le soumissionnaire devra justifier de la propriété des moyens logistiques, techniques et matériels en sa possession nécessaires à la réalisation des prestations. A cet effet, il produira une liste de matériels ci-après :

1. Moyens logistiques (véhicules, moyens de communication, etc.) avec justification de la propriété (photocopies certifiées des cartes grises ou des factures) ;
2. Moyens techniques et matériels avec justification de la propriété

La liste du matériel informatique, bureautique (ordinateur, imprimante, scanner, photocopieuses, logiciels de traitement de

texte et d'images, etc.) présents au siège du Cabinet ;

NB : la localisation dudit matériel doit être précisée, étant entendu que des vérifications pourront être faites par le Maître d'Ouvrage en cas de besoin.

Une attestation de capacité financière

Cette attestation devra être délivrée par une banque agréée par le Ministère des Finances selon les conditions de la COBAC, et précisant que le soumissionnaire peut pré-financer les prestations à hauteur de 30 millions de F CFA.

6. Critères d'évaluation

*. **Critères éliminatoires :**

- Dossier non conforme aux prescriptions du présent avis ;
- Fausse déclaration / pièce falsifiée ;
- Plus de deux (02) études en cours d'exécution au MINH DU et des contrats non achevés ou en cours de résiliation ;
- Note technique inférieure à 70 points sur 100 ;
- Présentation d'un dossier de fonctionnaire en service.

*. **Critères essentiels d'évaluation**

L'évaluation de la qualité des offres techniques sera faite sur 100 points sur la base des critères ci-dessous :

- Personnel : 56 points
- Matériel : 14 points
- Références : 20 points
- Plan de travail et méthodologie proposés : 10 points

Seuls les candidats qui auront totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à soixante-dix (70) points sur cent seront retenus.

7. Renseignements Complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise au 9^e étage-porte 02 de l'Immeuble Ministériel N°1 (Face Poste Centrale), ou à la Direction de l'Habitat Social et de la Promotion Immobilière, sise au 6^{ème} étage de l'Immeuble Ministériel N°1 (Face Poste Centrale).

8. Evaluation et publication des resultats

Les candidats retenus à l'issue de cette évaluation seront consultés dans le cadre de l'Appel d'Offre National Restreint conformément à l'article 12 du décret n° 2004/275 portant code des Marchés Publics au Cameroun.

YAOUNDE le 6 Février 2017

Le MINISTRE

MBWENTCHOU JEAN CLAUDE

MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN

**AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTÉRÊT NATIONAL N°00344/ASMI/MINHDU/2017 DU 06
FEVRIER 2017 POUR L'ELABORATION DES TEXTES COMPLEMENTAIRES EN MATIERE D'HABITAT
SOCIAL.AU TITRE DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2017.**

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

Dans le cadre de sa stratégie de développement du sous-secteur urbain prescrite dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), le

Gouvernement camerounais met en œuvre un programme de construction de 10 000 logements sociaux et l'aménagement de 50 000 parcelles constructibles.

Ce programme s'inscrit également dans la volonté du Gouvernement de combler le déficit en logements estimé à plus de 60 000 unités de logement chaque année.

A cet effet, afin d'encadrer l'ensemble des actions en faveur de la production massive de l'habitat social à travers notamment la promotion immobilière publique et surtout privée,

le Gouvernement s'est doté de plusieurs textes juridiques.

Cependant, l'utilisation de cet arsenal de textes a mis en exergue certains vides juridiques qui sont pour la plupart prévus dans les textes de lois et les règlements. Pour exemples :

- le décret n°2011/1132 du 11 Mai 2011, fixant les conditions d'accès et d'exercice à la profession de syndic de copropriété qui ne renseigne pas sur le cahier de charge

du syndic de copropriété et sur les modalités de délivrance de sa carte professionnelle ;

- La loi n°97/003 du 10 Janvier 1997 sur la promotion immobilière et le décret n°2007/1419/PM du 02 Novembre 2007 fixant les conditions d'application de ladite loi qui ne

prévoient aucune disposition pour les coopératives d'habitat.

Afin de compléter cet arsenal juridique et de lever l'équivoque sur certaines dispositions des textes en faveur de l'habitat social, et plus particulièrement de la promotion immobilière, le

Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain souhaite confier à un Consultant le recensement de tous les textes d'application et particuliers en vue de leur élaboration.

2. Objet

Le présent avis de sollicitation à manifestation d'intérêt a pour objet la pré-qualification des Cabinets et Bureaux d'Etudes Juridiques Nationaux devant participer à l'Appel d'Offre National Restreint relatif à la réalisation de l'étude portant sur l'élaboration des textes complémentaires en matière d'habitat social.

L'objectif de l'étude vise à enrichir le corpus juridique qui encadre l'habitat social afin de produire en masse des logements décents et à coût abordable, inscrit au Budget d'Investissement Public et lancé par le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, au titre de l'exercice 2017.

A cet effet, trois (03) phases de l'étude sont envisagées :

- La phase 0, Elaboration du rapport de mise en œuvre

Ce rapport de mise en œuvre fera ressortir les éléments suivant :

- Les définitions des concepts clés de la mission tels que : habitat social ; promotion immobilière ; copropriété ; syndic ; coopérative d'habitat ; auto construction ; etc.

- La méthodologie qui permettra d'atteindre les résultats attendus de l'étude (le consultant devra proposer des améliorations sur les termes de référence en ressortant ses limites) ;

- Le programme détaillé et les plannings (planning de la mission et planning du personnel clé) des activités à mener ;

- Le personnel clé de la mission et la matrice des responsabilités ;

- La logistique à mettre en œuvre pour le bon déroulement de la mission ;

- Les annexes diverses (la bibliographie, les acronymes etc.)

- Phase 1 : Analyse des textes relatifs à la promotion immobilière en faveur de l'habitat social

Cette phase permettra de procéder à un recensement exhaustif du cadre juridique et institutionnel régissant l'habitat social en général, et la promotion immobilière en particulier au Cameroun.

Par la suite, il s'agira d'identifier les textes d'application et des textes particuliers à prendre, d'une part et d'autre part de rechercher également des textes complémentaires à mettre en place en vue d'enrichir le corpus existant et susceptibles de renforcer la production massive de logements décents et à coût abordable au Cameroun.

A cet effet, les expériences en la matière, de deux (02) pays africains au niveau de développement comparable à celui du Cameroun seront présentés.

- La phase 2, Projets de textes complémentaires :

Cette phase devrait aboutir sur des propositions de textes modifiant et complétant certaines dispositions et à la proposition des textes complémentaires sur les questions abordées.

NB : Le délai prévu pour l'exécution de ladite étude est de quatre (04) mois, n'intégrant pas les délais de validation de l'étude.

3. Financement

Les prestations, objet du présent Appel à Manifestation d'Intérêt, seront financées par le Budget d'Investissement Public (BIP) 2017 du MINH DU.

4. Remises des offres

Les Dossiers de candidature, rédigés en français ou en anglais, doivent être remis en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies marqués comme tels, sous pli fermé et scellé à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise à l'Immeuble Ministériel N°1 (Face Poste centrale, porte 09T02, au plus tard le **27 FEVRIER 2017 à 12 heures** avec la mention :

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTÉRÊT

*N°00344/ASMI/MINH DU/2017 DU 06 FEVRIER 2017 POUR L'ELABORATION DES TEXTES COMPLEMENTAIRES
EN MATIERE D'HABITAT SOCIAL.
AU TITRE DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2017.*

5. Composition du dossier

Les candidats à cet appel à manifestation d'intérêt devront fournir les pièces ci-après, réunies en un seul volume :

Partie 1 : Pièces Administratives

La « Partie 1 » comprendra les documents administratifs suivants (originaux ou copies certifiées conformes selon les cas, dates d'au plus trois (03) mois et valables pour l'exercice en cours) :

- a) Une lettre timbrée de motivation dûment signée du candidat ;
- b) La copie de la patente en cours de validité et certifiée conforme par le service émetteur ;
- c) La copie certifiée conforme de la carte de contribuable ;
- d) L'original de l'attestation de non-faillite délivrée par l'autorité compétente du domicile du consultant ;
- e) L'original de l'attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP).

NB :

- 1) Le maître d'ouvrage appréciera qu'en cas de groupement cela se fasse entre des cabinets ou BET nationaux ;
- 2) Le consultant qui n'est pas installé au Cameroun produira uniquement les pièces a et d ci-dessus citées ;
- 3) En cas de groupement et sous réserve des dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus :

- Le consultant devra produire une convention de groupement qui désignera formellement le mandataire ;
- Le mandataire est tenu de produire toutes les pièces sus-évoquées ;
- Les membres sont astreints à produire la pièce e (s'ils sont installés au Cameroun) ou d (s'ils ne le sont pas).

Il est précisé que l'absence ou la non-validité de l'une des pièces ci-dessus citées entraînera l'élimination du candidat.

Partie 2 : Dossier Technique

La liste des experts clés de la firme

Le soumissionnaire présentera les Curricula vitae et copies des diplômes des personnels clés susceptibles d'être mobilisés pour l'exécution des prestations, à savoir :

Personnels clés.

? Un (01) Chef de Mission, Juriste publiciste, de niveau minimal (BAC+6), justifiant d'au moins dix (10) ans d'expérience et ayant conduit au moins trois (03) études similaires, et une parfaite maîtrise du droit immobilier ;

? Un (01) Socio-économiste, de niveau minimal (BAC +5), justifiant au moins de cinq (05) ans d'expérience et ayant pris part à au moins trois (03) études similaires ;

? Un (01) Architecte-urbaniste, inscrit à l'ONAC, de niveau minimal (BAC+5), justifiant d'au moins cinq (05) ans d'expérience et ayant pris part à au moins trois (03) projets immobiliers d'envergures.

NB : Les références du Consultant et les expériences des personnels clés doivent être assez récentes (moins de 10 ans).

Les références du Cabinet

Le Cabinet produira la liste de ses références réalisées dans les domaines ci-après, pendant les dix (10) dernières années :

- Références dans le domaine des projets de textes de lois dont au moins deux au Cameroun ou en Afrique ;
 - Références dans le domaine du droit immobilier dont au moins deux en Afrique subsaharienne ou au Cameroun ;
- Pour être prise en compte dans l'évaluation, chaque référence en prestation de même nature et de même importance devra être justifiée par la copie, de l'extrait du contrat comportant les première et dernière pages, conjointement avec l'attestation de bonne fin ou le procès-verbal de réception afférent au projet concerné. Ces documents devront être clairs et lisibles pour faire ressortir : le nom du Maître d'Ouvrage et le lieu d'exécution du projet.

Les moyens logistiques, techniques et matériels

Le soumissionnaire devra justifier de la propriété des moyens logistiques, techniques et matériels en sa possession nécessaires à la réalisation des prestations. A cet effet, il produira une liste de matériels ci-après :

1. Moyens logistiques (véhicules, moyens de communication, etc.) avec justification de la propriété (photocopies certifiées des cartes grises ou des factures) ;
 2. Moyens techniques et matériels avec justification de la propriété ;
- La liste du matériel informatique, bureautique (ordinateur, imprimante, scanner, photocopieuses, etc.) présents au siège du Cabinet ;

NB : la localisation dudit matériel doit être précisée, étant entendu que des vérifications pourront être faites par le Maître d'Ouvrage en cas de besoin.

Une attestation de capacité financière

Cette attestation devra être délivrée par une banque agréée par le Ministère des Finances selon les conditions de la COBAC, et précisant que le soumissionnaire peut pré-financer les prestations à hauteur de 10 millions de F CFA.

6. Critères d'évaluation

*. Critères éliminatoires :

- Dossier non conforme aux prescriptions du présent avis ;
- Fausse déclaration pièce falsifiée ;
- Plus de deux (02) études en cours d'exécution au MINH DU ;
- Note technique inférieure à 70 points sur 100 ;
- Présentation d'un dossier de fonctionnaire en service.

*. Critères essentiels d'évaluation

L'évaluation de la qualité des offres techniques sera faite sur 100 points sur la base des critères ci-dessous :

? Personnel : 50 points

? Références : 30 points

? Matériel : 10 points

? Plan de travail et méthodologie proposés : 10 points.

Seuls les candidats qui auront totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à soixante-dix (70) points sur cent seront retenus.

7. Renseignements Complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise au 9^e étage-porte 02 de l'Immeuble Ministériel N°1 (Face Poste Centrale), ou à la Direction de l'Habitat Social et de la Promotion Immobilière, sise au 6^{ème} étage de l'Immeuble Ministériel N°1 (Face Poste Centrale).

8. Evaluation et publication des resultats

Les candidats retenus à l'issue de cette évaluation seront consultés dans le cadre de l'Appel d'Offre National Restreint conformément à l'article 12 du décret n° 2004/275 portant code des Marchés Publics au Cameroun.

YAOUNDE le 6 Février 2017

Le MINISTRE

MBWENTCHOU JEAN CLAUDE

UNITÉ DE GESTION DU PROJET DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE TECHNIQUE

**CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST N°005/17/AAMI/MINESEC / SG / DPPC / UG-PEST / U05 OF 07TH
FEBRUARY 2017 FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTANT (FIRM) TO DEVELOP SOME TRAINING
CURRICULA ACCORDING TO THE COMPETENCY BASE APPROACH OF INDUSTRIAL EDUCATION.
FINANCING METHOD: LOAN, FINANCING AGREEMENT OF 13 APRIL 2013**

[Télécharger la piece d'origine](#)

[Affichage Web](#)

1. Contexte

In order to reform its educational system to adapt it to the demands of the labor market and technological developments, the State of Cameroon has adopted a new law of orientation. This reform also concerns the content of lessons learned. The implementation of this reform resulted in the signature of the loan agreement dated 13 April 2013; Ratified on 12/08/2013 by decree N ° 2013/275 of 12/08/2013 for the construction and equipment of the Government Technical High School of OMBE in the Southwest region of Cameroon. Five components are planned for the full implementation of the project:

- Civil engineering component and affiliates;
- Furniture and equipment component;
- Service of the consultant component (studies and control of works);
- Support component to the project design unit;
- And training component.

For the implementation of the training component, training curricula are planned according to the competency-based approach for the following specialties:

- DIESEL MOTOR MECHANICS;
- FISHING TECHNIQUES;
- CONSTRUCTION AND REPAIR OF BOATS.

2. Objet

The “PEST” Coordinator invites eligible National Consultants (firms) to submit their applications in order to provide the services defined above. Interested consultants must provide information on their capacity and experience demonstrating that they are qualified for the services (documentation, reference of similar services, experience in comparable missions, availability of adequate skills among their staff, etc.). Experience in the following areas or tasks will be considered as a minimum requirement for the mission:

- Conducting a diagnostic study of the selected specialties;
- Conducting the Work Situation Analysis (WSA) of the selected specialties;
- Development of competency benchmarks (training projects) for the selected specialties;
- Curriculum development;
- Development of teaching guides and evaluation guides.

3. Consistance des prestations

Consultants may apply in the form of an association, validated by an agreement between the partners of the association, clearly indicating the type of association, ie a consortium of consultants, a form Association or an intention to subcontract.

4. Remises des offres

. Expressions of interest written in English or French must be filed at the address below by March 16th 2017 at 12 noon local time.

(UG-PEST) Project Management Unit located opposite the MRS petrol station (formerly TEXACO Ecole de police) above the "Pharmacie Ecole de Police" in Yaoundé - BP: 16,044 - Yaoundé - Republic of Cameroon Telephone: 222 20 10 14 - Fax: 222 20 10 16 - Email: projetbadea@yahoo.fr

Applications must be submitted in five (05) copies of which one (01) original and four (04) copies marked as such, with the mention:

*"CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST N°005/17/AAMI/MINESEC/SG/DPPC/UG-PEST/U05 of 07th FEBRUARY 2017 FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTANT (FIRM) TO DEVELOPMENT OF THE TRAINING CURRICULA ACCORDING TO THE COMPETENCY BASE APPROACH OF INDUSTRIAL EDUCATION."
"TO BE OPENED ONLY DURING THE SESSION"*

YAOUNDE le 7 Février 2017

Le COORDONNATEUR

NDE PATIENCE

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

**COMMUNIQUE N°002/C/MINRESI/BOO/GOO/G30/G32 DU 06 FEVRIER 2017 PORTANT PUBLICATION DES
RÉSULTATS DE L'AVIS DE CONSULTATION POUR LA DEMANDE DE COTATION
N°001/DC/MINRESI/CMPM/17 DU 12 DÉCEMBRE 2017.**

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

- 1) Autorité contractante : Ministre de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
- 2) Maître d'Ouvrage : Ministre de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
- 3) Objet : Entretien des locaux des Services Centraux du Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI)
- 4) Résultat de l'attribution:

Lot	Entreprise	Montant TTC (FCFA)	Délai (mois)
Unique	DANIAL MEGA SERVICES (DMS), BP : 5529 Yaoundé	Dix millions sept cent trente deux mille cinq cent (10 732 500)	Douze (12)

YAOUNDE le 6 Février 2017

Le *MINISTRE*

TCHUINTE Madeleine

MINISTÈRE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

**COMMUNIQUE N°003/C/MINRESI/BOO/GOO/G30/G32 DU 06 FEVRIER 2017 PORTANT PUBLICATION DES
RÉSULTATS DE L'AVIS DE CONSULTATION POUR LA DEMANDE DE COTATION
N°002/DC/MINRESI/CMPM/17 DU 12 DÉCEMBRE 2017.**

[Télécharger la pièce d'origine](#)

[Affichage Web](#)

- 1) Autorité Contractante : Ministre de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
- 2) Maître d'Ouvrage : Ministre de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
- 3) Objet : Acquisition d'un service de gardiennage pour les locaux des
Services Centraux du Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (MINRESI)
- 4) Résultat de l'attribution :

Lot	Entreprise	Montant TTC (FCA)	Délai (mois)
Unique	RADAR SECURITY SARL, BP : 8737 Yaoundé	Dix neuf millions neuf cent quatre vingt onze mille soixante dix (19 991 070)	Douze (12)

YAOUNDE le 6 Février 2017

Le **MINISTRE**

TCHUINTE Madeleine

PUBLICITÉ

Service e-JDM
JDM Electronique



Abonnez vous à ce Service et recevez au quotidien, dans votre boîte mail, un JDM personnalisé.

Service e-CNE
CNE Electronique



Abonnez vous à ce Service et obtenez votre CNE en ligne par paiement Mobile Money.

Personne Morale

Société :

Secteur d'activité :

Représentant
ou
Point Focal

Civilité : Mme Mr

Nom :

Prénom :

Fonction :

Tél. (*) : E-mail (*) :

Personne Physique

Civilité : Mme Mr

Nom :

Prénom :

Profession :

Tél. (*) : E-mail (*) :

Localisation

Pays : Ville :

Adresse (**): B.P. :

Tél. (*) : Fax :

E-mail (*) :

Site web :

Option d'Abonnement

- Annuel 49.000 FCFA TTC
- Semestriel 25.000 FCFA TTC
- Trimestriel 15.000 FCFA TTC
- Mensuel 10.000 FCFA TTC

Moyen de paiement

Par virement ou versement dans les comptes ci-dessous :

BICEC : Compte n° 97568660005/16
Banque Atlantique : Compte n° 9510173000510
SCB-Cameroun : Compte n° 9000019311691
EXPRESS UNION : Compte n° 1190008943026
CCEC-SA : Compte n° 100-017265-314-30

Le service est activé dès réception à l'adresse billing@armp.cm, d'une copie du reçu de paiement de frais d'abonnement.

Tout paiement sera automatiquement précédé par une facture.

Pour toute assistance, veuillez nous envoyer un courriel à l'adresse support@armp.cm

(*) séparez les données multiples par les virgules.

(**) quartier, rue, etc....



LE JOURNAL DES MARCHÉS PUBLICS ELECTRONIQUE (e-JDM)

Contenu Riche

- Avis d'appel d'offres lancés
- Attributions effectuées
- Communiqués publiés

Cibles Variées

- Opérateurs économiques
- Investisseurs
- Partenaires Techniques et Financiers
- Administrations publiques et municipales

Exploitation Conviviale

- Recherche multicritères
- Personnalisation de votre JDM
- Accès et consultation faciles sur **Smartphone/ Tablette / PC**

Personnalisable par les Abonnés

- Selon votre secteur d'activité
- Selon votre région d'intérêt et d'attrait
- Selon votre surface financière

 www.armp.cm



e-JDM, L'information accessible, l'information crédible, l'information utile...
La meilleure information sur les Marchés Publics !